

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mercredi 20 novembre 2024 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°513 ■

CONTRIBUTION
**L'industrie en
quête d'un
nouveau
paradigme**

Par Rachid MEKSEN P 5

REMANIEMENT MINISTÉRIEL

Pour un quinquennat économique par excellence

En procédant à un remaniement, le Président Tebboune veut faire des cinq années à venir un quinquennat économique par excellence. Début octobre, le chef de l'Etat avait annoncé un changement d'équipe gouvernementale avant la fin de l'année, expliquant que son objectif était de recruter les « meilleures compétences » afin de faire de son second mandat un « quinquennat économique par excellence ». P 3

● Les ministres nommés prennent leurs fonctions



SELON UN SONDAGE
DE L'ONS

L'activité commerciale a augmenté au deuxième trimestre 2024

Selon les dernières données de l'ONS, suite à une enquête auprès des chefs d'entreprise du secteur du commerce, l'activité commerciale a augmenté au cours du second trimestre de l'année en cours par rapport au trimestre précédent, selon les commerçants du secteur de la droguerie, quincaillerie, appareils électroménagers et parfumerie (DQAEMP) ainsi que pour celui des textiles.

P 2

ÉNERGIE, MINES, ENR

Les grands axes de la nouvelle feuille de route



Le ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab, a dévoilé les grands axes de sa feuille de route pour le prochain quinquennat, réaffirmant son engagement à poursuivre la mise en œuvre de la stratégie nationale définie par le président de la République, visant à construire un avenir énergétique durable et prospère.

P 3

HYDROGÈNE VERT

Vers une coopération entre Sonatrach et la société belge «John Cockerill»

Le Groupe Sonatrach a rencontré, hier à Bruxelles, le pionnier de l'hydrogène vert, « John Cockerill », pour discuter des opportunités de développement d'un partenariat futur dans le secteur de l'hydrogène vert, indique la compagnie nationale dans un communiqué. Le Président-Directeur Général du Groupe, Rachid Hachichi, a en effet tenu une réunion au stand de l'Algérie avec une délégation de la société belge « John Cockerill », précise la même source.

P 16

PLANIFICATION À LONG TERME, SUIVI,
EXÉCUTION DES BUDGETS SECTORIELS

**Les missions de l'Agence
nationale des grands équilibres
du budget de l'Etat** P 2

L'ALGÉRIE CÉLÈBRE LA SEMAINE
MONDIALE DE L'ENTREPRENEURIAT

**Focaliser sur les initiatives
des jeunes pour une
économie durable** P 5

COLLOQUE INTERNATIONAL
SUR LA CONTREFAÇON

**Tenue de la 7^e édition
le 16 décembre à Alger** P 16

PLANIFICATION À LONG TERME, SUIVI, EXÉCUTION DES BUDGETS SECTORIELS

Les missions de l'Agence nationale des grands équilibres du budget de l'Etat

Synthèse S.R.

Le directeur général de la prévision et des politiques au ministère des Finances, Kamel Meraghni, a affirmé, avant-hier à Alger, que l'Agence nationale des grands équilibres du budget de l'Etat, de la prospective et de la planification, dont la création a été ordonnée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, aura un «impact positif» sur l'efficacité du budget de l'Etat, mettant en avant l'importance de cet organisme dans la prévision et la mise en œuvre des budgets sectoriels. Invité de la Radio nationale, Meraghni a précisé que l'Agence «instaurera une planification à long terme, une prospective, un suivi et une exécution des budgets sectoriels, ainsi que les grands équilibres économiques et financiers du pays». L'Agence contribuera «à renforcer l'efficacité budgétaire en mettant en place une vision prospective à long terme à l'horizon 2035, avec l'élaboration d'indicateurs pour tous les secteurs, à travers la collecte de données sectorielles et leur planification à long terme», a-t-il ajouté. Meraghni a indiqué que les missions de cette Agence nécessitent la mobilisation de moyens financiers, humains et organisationnels, soulignant l'importance que cet organisme financier «fonctionne de manière interactive avec tous les secteurs d'activité socioéconomiques, et non de façon isolée». En octobre dernier, le président de la République avait ordonné, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée, la création de l'Agence nationale des grands équilibres du budget de l'Etat, de la prospective et de la planification, en vue de suivre minutieusement les sous-budgés et budgets sectoriels en consécration de la transparence.

SELON UN SONDAGE DE L'ONS

L'activité commerciale a augmenté au deuxième trimestre 2024

Selon les dernières données de l'ONS, suite à une enquête auprès des chefs d'entreprise du secteur du commerce, l'activité commerciale a augmenté au cours du second trimestre de l'année en cours par rapport au trimestre précédent, selon les commerçants du secteur de la droguerie, quincaillerie, appareils électroménagers et parfumerie (DQAEMP) ainsi que pour celui des textiles.

Par Selma R.R.

Elle reste, en revanche, stable selon les détaillants du secteur de l'agroalimentaire ainsi que ceux des machines et matériels d'équipement. Selon la même source, la lenteur dans les délais d'approvisionnement, ainsi que les formalités d'acquisition des marchandises, jugées trop longues, continuent de peser sur l'activité. Ce qui a conduit à des ruptures des stocks de la matière première et demi-produits ainsi que ceux des machines et matériels d'équipement, selon des enquêtés du secteur de DQAEMP. Par ailleurs, l'enquête de l'ONS a indiqué que la plupart des grossistes et des détaillants enquêtés se sont approvisionnés auprès du secteur public comme celui du privé. Et de préciser, en outre que plus de

20% des sondés se sont approvisionnés auprès du secteur privé seulement. La demande en produits commercialisés a augmenté, quant à elle, durant ce deuxième trimestre et reste relativement stable, selon celle des détaillants. Les commerçants grossistes sondés ont jugé que les prix de vente étaient plus stables comparativement à ceux observés au trimestre précédent, et ce, contrairement à ceux des détaillants qui les ont jugés plus élevés. Par ailleurs, près de 12% des grossistes et plus de 20% des détaillants ayant répondu à l'enquête ont jugé les prix d'acquisition des produits plus élevés comparativement à ceux du trimestre précédent, dont ceux de la matière première et des demi-produits et ceux des machines et matériels d'équipement. La plupart des commerçants sondés indi-

quent acheter leurs marchandises en première main et se sont montrés satisfaits de la qualité et du conditionnement du produit. Aussi, l'enquête a révélé que le taux de satisfaction des commandes en produits est supérieur à 50% par rapport aux besoins exprimés, selon la plupart des grossistes et détaillants enquêtés. Et si les grossistes et près de 69% des détaillants ayant répondu à l'enquête ont dit disposer de leurs propres moyens de transport, l'état de la trésorerie est jugé normal et reste bon selon plus de 25% des grossistes et plus de 20% des détaillants. Enfin, et pour le prochain trimestre et comparativement au précédent, les commerçants grossistes et détaillants enquêtés ont prévu une hausse de l'activité et une stabilité des prix.

AGRICULTURE

Signature du nouveau cadre de partenariat technique entre l'Algérie et la FAO

Un nouveau cadre de partenariat technique (cadre de programmation par pays-CPP) pour la période 2023-2027, a été signé, avant-hier à Alger, entre le ministère de l'Agriculture et du Développement rural et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), visant à définir les domaines du partenariat stratégique entre les deux parties, indique un communiqué du ministère. Le cadre du partenariat a été signé par le secrétaire général du ministère de l'Agriculture, Hamid Bensaâd et la représentante de la FAO en Algérie, Irina Buttoud, sous la supervision du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, en présence de la SG du ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables ainsi que des représentants des sec-

teurs des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, de l'Hydraulique, du Commerce et de la Promotion des exportations, ainsi que de la Pêche et des Productions halieutiques. Le CPP, le 3e du genre entre l'Algérie et la FAO, définit le partenariat stratégique dans les domaines prioritaires pour l'Algérie, en adéquation avec les Objectifs du développement durable (ODD) de l'année 2023, précise le communiqué. Le CPP se veut aussi l'aboutissement de l'action participative impliquant plusieurs secteurs ministériels, en vue d'élaborer ses axes et objectifs, lit-on dans le communiqué. Les priorités définies dans ce cadre englobent l'augmentation de la production et de la productivité agricoles, le développement

des chaînes de valeur agricoles, la pérennité des ressources naturelles et les changements climatiques. De plus, le cadre porte sur l'élaboration d'une stratégie pour l'amélioration de la santé vétérinaire, notamment la prévention et la lutte contre les maladies animales liées aux effets des changements climatiques et transfrontaliers, et autres domaines couverts par ce nouveau cadre de partenariat technique entre l'Algérie et la FAO. Parmi aussi les missions du CPP, selon le communiqué, figure la contribution au soutien des programmes et stratégies nationaux, à travers l'adoption des meilleures pratiques innovantes en intégrant les normes internationales et en valorisant les expertises nationales et régionales, au cours des quatre prochaines années.

R.E.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

REMANIEMENT MINISTÉRIEL

Pour un quinquennat économique par excellence

En procédant à un remaniement, le Président Tebboune veut faire des cinq années à venir un quinquennat économique par excellence. Début octobre, le chef de l'Etat avait annoncé un changement d'équipe gouvernementale avant la fin de l'année, expliquant que son objectif était de recruter les « meilleures compétences » afin de faire de son second mandat un « quinquennat économique par excellence ».

Par Réda Hadi

Ce remaniement vise à s'assurer que le Chef de l'État pourra tenir les engagements pris lors de sa campagne électorale. Analyser cette situation, l'économiste Mohamed Achir estime que le remaniement ministériel opéré par le président de la République repose sur « une nouvelle stratégie et un plan d'actions révisé dans le cadre de l'exécution de son programme et de ses engagements électoraux ». Il souligne que ce changement est avant tout axé sur le domaine économique, entraînant la reconfiguration de certains ministères. En effet, la désignation de ce nouveau gouvernement se distingue par quelques nouveautés, puisqu'on recense au total douze sortants et treize entrants. Parmi les poids lourds du gouvernement, les ministres des Affaires étrangères, Ahmed Attaf, de l'Intérieur, Brahim Merad et de l'Énergie, Mohamed Arkab, conservent leurs portefeuilles. Du côté des nouveautés, outre l'entrée au gouvernement du général Chanegriha, le ministère de la Défense demeurant occupé par le président Tebboune, un nouveau ministre de la Justice, Lotfi Boudjemaa, a été nommé et le portefeuille de l'Industrie revient à Sifi Gharib qui remplace Ali Aoun. Le président de la Fédération Algérienne de Football (FAF), Walid Sadi, fait également son entrée dans l'équipe comme ministre des Sports. L'ancien département de la Jeunesse est des sports est ainsi séparé en deux ministères distincts, le volet jeunesse étant confié à Mustapha Hidaoui. Également scindé en deux, le portefeuille du Commerce : d'un côté le Commerce interne

et la régulation du marché national, dirigé par Tayeb Zitouni, de l'autre le Commerce extérieur et la promotion des exportations, confié à Mohamed Boukhari. La Pêche et l'Agriculture font désormais partie du même ministère avec à sa tête Youcef Cherfa. De ces nominations, il en ressort que ce remaniement, attendu, répond à la vision du président de la République à réaliser ses engagements tenus en campagne électorale et concrétiser les promesses lancées dans son programme politique. Selon l'économiste, qui s'est exprimé chez nos confrères de la radio nationale, le président de la République entend « doter certains départements ministériels de moyens afin de mettre à exécution les grands projets, notamment en dotant le secteur de l'énergie d'un ministère de souveraineté et qui s'inscrit dans un contexte énergétique mondial particulier ». A ce sujet, l'Algérie a montré sa volonté renforcée de soutenir le secteur des énergies et particulièrement les mines. Or selon l'analyste, le président de la République a, une vision stratégique pour valoriser le secteur de l'énergie, étant donné son importance, et ce dans le sillage de diversifier l'économie, notamment le secteur minier, considéré, désormais, comme un secteur stratégique dans la politique de développement des exportations hors hydrocarbures. Mais celui-ci a tenu à souligner que « Globalement, l'énergie et les mines constituent deux secteurs stratégiques qui connaissent de grands projets structurants pouvant à même de créer un phénomène d'entraînement pour d'autres secteurs », citant au passage les mégaprojets des complexes de phosphate (Bled Hedba), du fer (Gara Djebilet) et de zinc

(Amizour) ».

Le commerce extérieur un levier pour la production interne

Par ailleurs, ajoute Achir, «le commerce extérieur peut-être un levier pour soutenir la production nationale », précisant que « c'est un secteur qui requiert une politique de commerce international qui appelle au développement de la consommation domestique ». Car, dit-il, « on ne peut décloisonner les deux secteurs ». « Nous sommes dans une chaîne de valeur internationale où tous les maillons de la chaîne de diversification de l'économie sont liés », fait-il remarquer, prônant de « ne pas se limiter à des mesures serrées dans une stratégie globale, mais avoir une politique économique intégrée qui va appuyer la production nationale ». Si une politique du commerce extérieur, nécessite aussi une politique de change adéquate, pour l'expert Il faut gérer le taux de change de façon qui répond justement, aux objectifs tracés dans le programme de diversification de l'économie, surtout en ce qui concerne la remontée des filières, développe-t-il, relevant qu'il y a, là, un choix des filières à valoriser, tant en terme d'une stratégie de substitution des importations qu'en terme d'une stratégie de pénétration dans les marchés à l'international ». Pour l'intervenant, il s'agit d'un « packaging de stratégies coordonnées et cohérentes qui sont planifiées et qui prennent en considération à la fois les besoins du commerce extérieur pour l'industrie et la consommation, en ce sens pour faciliter l'importation dans certains créneaux et protéger le produit national.

ENERGIE, MINES, ENR Les grands axes de la nouvelle feuille de route

Par Sirine R.

Le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab a dévoilé les grands axes de sa feuille de route pour le prochain quinquennat, réaffirmant son engagement à poursuivre la mise en œuvre de la stratégie nationale définie par le président de la République, visant à construire un avenir énergétique durable et prospère. En effet, les priorités stratégiques du secteur sont bien définies et consistent à développer les hydrocarbures et le gaz naturel, à travers le renforcement de la production de gaz naturel, tout en maintenant le rôle de l'Algérie en tant que fournisseur majeur sur le marché international. De plus, il est prévu de lancer de nouvelles initiatives d'investissement pour attirer des entreprises étrangères dans l'exploration et le développement des hydrocarbures. À cela s'ajoute le développement des énergies renouvelables et de l'hydrogène vert, à travers la mise en œuvre du programme de production de 15 000 mégawatts d'énergies renouvelables d'ici 2035, et en concentrant les efforts sur les projets d'hydrogène vert pour renforcer la position de l'Algérie en tant qu'acteur régional clé dans ce domaine. Dans le domaine minier, le ministre a affirmé que les efforts seront axés sur la mise en production de grands projets comme celui du fer de Gara Djebilet, des phosphates à Tébessa et Souk Ahras, et du zinc et plomb à Oued Amizour (Bejaïa), tout en soutenant l'exploitation artisanale de l'or et en développant la recherche et l'exploration minière. L'autre priorité de ce nouveau département est l'accélération de la mise en place de nouvelles stations de dessalement de l'eau de mer afin de garantir la sécurité hydrique. Par ailleurs, dans le domaine de l'électricité, le ministre a mis l'accent sur la nécessité de poursuivre les efforts pour le développement du réseau électrique et du transport de l'électricité, avec pour objectif de garantir l'accès à l'électricité pour tous les citoyens, agriculteurs et industriels. Il a ainsi évoqué le projet de raccordement régional, notamment la réalisation du câble sous-marin pour l'exportation de l'électricité propre vers l'Europe, et la poursuite du projet du gazoduc transsaharien, considéré comme un ajout stratégique à la sécurité énergétique régionale.

Les ministres nommés prennent leurs fonctions

Synthèse S R.

Au lendemain du remaniement ministériel, opéré lundi par le président de la République, les ministres nommés ont commencé, hier mardi, à prendre leurs fonctions. C'est ainsi que Youcef Cherfa a pris ses nouvelles fonctions de ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche. La passation des pouvoirs entre Cherfa et M. Ahmed Badani, ancien ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, s'est déroulée en présence des cadres des secteurs de l'Agriculture et de la Pêche. Dans une déclaration à la presse Cherfa a mis l'accent sur les « défis majeurs à relever pour développer le secteur agricole, qui doit garantir la sécurité alimentaire », insistant sur « la nécessité d'unifier les efforts et d'œuvrer à concrétiser les engagements du président de la République visant à améliorer le niveau de vie des citoyens ». Et d'ajouter : « Je suis convaincu que vous ne ménagerez aucun effort pour atteindre les objectifs fixés, poursuivre le processus de développement et mettre en valeur le rôle vital que joue le secteur ». Dans le secteur du Tourisme et des Métiers de l'artisanat, Mme Houria Meddahi a pris, elle aussi, ses fonctions à la tête de département ministériel, en remplacement de

Mokhtar Didouche. S'exprimant lors de la cérémonie de passation de pouvoirs, Mme Meddahi a affirmé qu'elle « ne ménagera aucun effort pour promouvoir ce secteur vital et présenter la meilleure image de notre pays ». Le secteur du tourisme, a-t-elle dit, « est une alternative économique », d'autant que « notre pays dispose de toutes les ressources naturelles, patrimoniales et historiques, lui permettant d'être une destination touristique par excellence ». Sid Ali Zerrouki, a pris, mardi à Alger, ses fonctions à la tête du ministère de la Poste et des Télécommunications, en remplacement de M. Karim Bibi Triki. Dans une déclaration à cette occasion, le nouveau ministre a affirmé son engagement à travailler « sans relâche » au service de la patrie et des citoyens. Après avoir salué les efforts consentis par M. Karim Bibi Triki, Zerrouki a souligné la nécessité de « coordonner les efforts et de travailler dans un cadre collectif afin de développer ce secteur important et fournir des services à la hauteur des aspirations des citoyens ». Saïd Sayoud a pris, lundi à Alger, ses fonctions à la tête du ministère des Transports, en remplacement de M. El Habib Zahana. Dans une déclaration à la presse, lors d'une cérémonie de passation des pouvoirs, il a souligné « l'importance du secteur des

Transports dans la vie économique et sociale du pays ». Affirmant son engagement à poursuivre les efforts déployés dans le secteur qui connaît « un bond qualitatif riche en réalisations », Sayoud a mis l'accent sur « l'impérative mobilisation » pour continuer à travailler à tous les niveaux en vue de promouvoir davantage ce secteur. Pour sa part, Yacine El-Mahdi Oualid a pris, hier à Alger, ses fonctions de ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, en remplacement de Yacine Mirabi, suite au remaniement du Gouvernement opéré lundi par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Saluant les efforts de son prédécesseur pour la promotion du secteur et l'ouverture de perspectives aux apprenants dans les différents centres et instituts de formation, Yacine Oualid a affirmé que « L'Algérie est aujourd'hui orientée vers la construction d'une économie forte et prospère et l'ouverture de différents domaines pour l'autonomisation des jeunes », a-t-il ajouté. Soulignant qu'« avec le concours des cadres du secteur, la formation et l'enseignement professionnels seront un moteur pour les différentes réformes, et permettront d'assurer une main d'œuvre qualifiée, et de promouvoir la culture de l'entrepreneuriat au niveau des centres ». De plus, le président de la République a

décidé de revoir la structure du ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, en procédant à la nomination de Sifi Ghrieb en tant que ministre de l'Industrie, succédant ainsi à Ali Aoun. Un ministre délégué a également été nommé en charge de la Production pharmaceutique. Le nouveau ministre de l'Industrie a promis de relancer l'industrie en s'appuyant sur des méthodes scientifiques modernes. Par ailleurs, dans le domaine du Commerce, ce département a été scindé en deux ministères. Le premier en charge du Commerce extérieur et de la promotion des exportations, dont la gestion a été confiée à Mohamed Boukhari qui a souligné que l'élévation du commerce extérieur vers l'excellence prendra du temps, ajoutant que le travail se concentrera sur deux axes : d'une part, les exportations, afin de créer un environnement propice et de haut niveau pour promouvoir les exportations vers diverses destinations, et d'autre part, les importations, dans le but de protéger et encourager l'économie nationale, de répondre aux besoins du pays et de maintenir l'équilibre financier. Quand au deuxième ministère, il concerne le Commerce intérieur et de la régulation du marché national, dont la gestion a été confiée à Tayeb Zitouni.

UNIVERSITÉ DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE HOUARI BOUMEDIENE
Signature de conventions de partenariat avec 7 entreprises et organismes économiques

L'Université des sciences et de la technologie Houari Boumediene (USTHB) a signé, lundi à Alger, des conventions de partenariat scientifique et pédagogique avec sept entreprises et organismes économiques nationaux, dans le but de renforcer les liens entre le monde de la recherche et celui de l'entrepreneuriat. La cérémonie de signature s'est déroulée à l'USTHB, à l'occasion d'un Séminaire organisé dans le cadre de la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat, et ce, en présence du recteur de l'Université, Djamel Eddine Akretche, du représentant du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelhakim Bentellis, ainsi que des responsables des sept organismes, tous affiliés au Conseil du nouveau économique algérien (CREA). Il s'agit des deux entreprises pharmaceutiques Sidal et Biopharm, de l'entreprise Faderco, du cimentier Holcim, de la Société nationale de sidérurgie (SNS) ainsi que le syndicat de la filière Plasturgie et Djazpora, une association dédiée au développement économique en Algérie en favorisant la collaboration avec la diaspora. A cette occasion, M. Akretche a souligné l'importance de ces conventions visant à consolider les liens avec le monde de l'entreprise. "Ces conventions permettront aux étudiants de bénéficier de l'expérience des entrepreneurs et, potentiellement, inciter certaines entreprises à prendre en charge des projets présentés au sein des universités", a-t-il expliqué. Concernant le Séminaire organisé au Startup's Hall de l'USTHB dans le cadre de la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat, le recteur a affirmé que cet événement constituait une "excellente opportunité" pour mettre en avant les projets innovants des étudiants, mettant en avant le rôle "clé" de l'université dans l'émergence des start-up, la nouvelle vision du secteur.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

36 morts et 1387 blessés en une semaine

Trente-six (36) personnes sont décédées et 1387 autres ont été blessées dans 1173 accidents de la circulation survenus durant la période du 10 au 16 novembre à travers le pays, indique mardi un bilan hebdomadaire de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Djelfa avec 4 morts et 10 blessés dans 23 accidents de la circulation, précise la même source. Par ailleurs, les

éléments de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 562 incendies, notamment urbains et industriels, dont les plus importants ont été enregistrés au niveau des wilayas d'Alger (84), Tlemcen (42) et Blida (30). Durant la même période, les éléments de la Protection civile est intervenue pour le sauvetage de 409 personnes en situation de danger et exécuté 4967 opérations d'assistance diverses.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	425,00	425,00	0,00	0,00	-0,81	8,20	7,06	34	14 450,00
BIOPHARM	BIO	2 291,00	2296,00	0,22	0,21	-0,26	6,89	7,84	1000	2 296 000,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 240,00	2279,00	+1,74	0,35	-0,33	11,99	5,48	27650	63 014 350,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	-0,67	-5,26	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-14,61	2,03	-	0	0,00

SEMAINE EUROPÉENNE DE L'HYDROGÈNE

Les PDG de Sonatrach et de Sonelgaz à Bruxelles

Le PDG de Sonatrach, Rachid Hachichi, et le PDG de Sonelgaz, Mourad Adjal, participent aux activités de la Semaine européenne de l'hydrogène, dont le coup d'envoi a été donné lundi à Bruxelles. La participation du groupe Sonatrach vise à «renforcer la coopération avec les partenaires internationaux et à échanger des expériences et des connaissances en matière de technologies de l'hydrogène, à même de contribuer à l'accélération de la transition énergétique et la réalisation du développement durable», indique un communiqué du groupe public. Cette participation reflète également l'engagement de Sonatrach à investir dans l'industrie de l'hydrogène dans le cadre de sa stratégie visant à renforcer la place des énergies renouvelables dans son mix énergétique et à réduire son empreinte carbone, selon le communiqué. Par ailleurs, Sonelgaz a indiqué, dans son communiqué, que sa participation à cet évé-

nement représente «une étape stratégique importante dans les efforts de l'Algérie pour opérer une transition vers les énergies propres et renforcer la coopération internationale dans le domaine des énergies renouvelables». Par sa présence à cet événement régional, Sonelgaz entend réaffirmer son rôle de leader dans le secteur de l'énergie et mettre en lumière ses projets en cours dans le domaine des énergies renouvelables et de l'hydrogène, ajoute-t-on de même source. Lors des sessions de ce forum, le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab est intervenu par visioconférence pour présenter un exposé global sur la stratégie de l'Algérie dans le développement du secteur de l'hydrogène, mettant en lumière les vastes potentialités de l'Algérie en la matière. L'Algérie aspire à jouer un rôle pionnier dans la production de l'hydrogène vert en s'appuyant sur ses vastes ressources en

énergies renouvelables et sur sa position stratégique, qui en fait un partenaire clé pour approvisionner le marché européen en cette énergie propre, souligne le ministre. La Semaine européenne de l'hydrogène est le principal évènement annuel dédié aux technologies de l'hydrogène, et rassemble des acteurs internationaux majeurs, des décideurs et des parties prenantes du secteur. Cet évènement, qui se poursuivra jusqu'au 22 novembre courant, compte plus de 200 intervenants et propose plus de 25 séances-débats abordant les évolutions de l'industrie de l'hydrogène, les innovations techniques et les perspectives futures de cette énergie propre. Cette session met l'accent sur le rôle vital de l'hydrogène dans la transition énergétique mondiale, tout en passant en revue les défis liés à la décarbonisation dans divers secteurs et sa contribution à la réduction des émissions de carbone.

ENERGIES RENOUVELABLES

Le chercheur et innovateur Lakhdar Hamidatou honoré

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu, lundi à Alger, le chercheur et innovateur algérien, Lakhdar Hamidatou, pour l'honorer en reconnaissance de ses importantes innovations et recherches, notamment dans le domaine des énergies renouvelables, indique un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, tenue au siège du ministère en présence du Commissaire aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique, Nouredine Yassaa, du représentant du Pdg du Groupe Sonelgaz et de cadres du ministère, le chercheur a été honoré pour "ses nombreuses recherches notamment dans le domaine des énergies renouvelables, dont la dernière était l'invention du premier dispositif mondial de refroidissement des panneaux solaires photovoltaïques, ce qui lui a valu le prix des Jeunes talents d'Afrique en Italie, lors de la cérémonie de remise du Prix ENI 2024", précise le communiqué. Originaire de la wilaya

d'El-Oued et diplômé de l'Ecole polytechnique de Constantine, le chercheur a présenté un exposé exhaustif sur son invention "qui contribuera à résoudre le problème de l'efficacité des panneaux solaires, dont la production peut chuter de plus de 30% en raison des températures élevées, notamment dans les régions désertiques", ajoute la même source. En outre, M. Hamidatou a souligné que cette invention reposait sur la création d'un nouveau produit intégrable aux panneaux solaires qui contribuera à améliorer leur efficacité, grâce à l'utilisation de matériaux à changement de phase, permettant d'absorber la chaleur accumulée durant la journée et de la dissiper la nuit, un procédé qui per-

met aux panneaux de retrouver une performance optimale pendant la journée. Ainsi, le ministre a félicité le chercheur pour cet accomplissement scientifique majeur en particulier dans le développement des énergies renouvelables, exprimant son soutien total au chercheur dans ses travaux et innovations, notamment avec le Groupe "Sonelgaz" et l'Institut de recherche et de développement du groupe, dans le cadre du soutien aux chercheurs et aux jeunes talents du pays, et ce dans le cadre des efforts visant à développer des programmes, à l'instar de celui des énergies renouvelables dont la capacité totale devrait atteindre 15.000 mégawatts d'ici 2035, souligne le communiqué.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTERE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 18 نوفمبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 18 Novembre 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ¹			المنتجات
DA / Kg		متوسط	أعلى	أدنى	
Produits		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	88	106	70	البطاطا
	Tomate	139	157	121	الطماطم
	Oignon sec	51	57	44	البصل الجاف
	Ail sec	440	502	378	الثوم الجاف
	Carotte	77	87	68	الجزر
	Navet	92	103	80	لفت
	Choux fleur	64	73	55	قرنبيط
	Choux	82	92	71	الكرنب
	Courgette	120	135	106	الكوسة
	Haricot vert	150	167	133	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	103	116	90	الخس
	Clémentine	225	270	180	الكليمنتين
	Pomme locale	371	479	262	التفاح المحلي
	Datte	494	624	364	التمر
	Raisin	249	296	202	العنب
Produits d'origine animale	Grenade	142	171	113	الرمان
	Banane	420	436	405	الموز
	Viande bovine locale	1755	1880	1629	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	438	450	425	الدجاج
المنتجات ذات الأصل الحيواني	Œufs (Unité)	19	20	17	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	97	102	91	حليب البقر (لتر)

CONTRIBUTION

L’industrie en quête d’un nouveau paradigme

Il y a une dizaine d’années, des pays occidentaux repensaient leurs stratégies nationales au regard des contraintes auxquelles il faut faire face et de l’impératif de réindustrialiser leurs économies fragilisées par un manque de compétitivité voire déclassées sur des segments entiers sabrés par un manque d’anticipation stratégique sur les transformations qui se dessinaient et s’amplifiaient en Asie, plus particulièrement en Chine, pays devenu soudainement l’ennemi tout désigné.

Par Rachid MEKSEN (*)

Les enjeux marquants

L’Allemagne d’Angela Merkel a du se résoudre à envisager un plan baptisé « Industrie 4.0 » pour contenir sa dépendance énergétique et relancer son industrie manufacturière que ses concurrents cherchaient à reproduire en vain. L’épisode du Covid a davantage fait reculer les performances industrielles des entreprises sous le poids d’un recul des investissements et d’une évaporation des débouchés, affectés par des conditions sanitaires draconiennes impactant toute la chaîne logistique leur servant de support. Des aides publiques massives ont été débloquées dans certains pays pour réduire les coûts de fabrication et maintenir un niveau d’emploi jugé compatible avec l’exercice d’une démocratie moderne. Face à ces perturbations internes et externes, c’est-à-dire, endogènes au système occidental et transportées par leur environnement à la fois, la guerre en Ukraine a fini par rendre les perspectives encore plus opaques. Au flanc de ces rappels succincts, on entrevoit des enjeux majeurs : comment se réapproprier les leviers de sa souveraineté économique, quelles seront les filières industrielles à prioriser et enfin sur quel horizon temporel les impacts seront palpables. C’est tout le sens de la construction d’une économie moins vulnérable aux chocs des marchés et assise sur des ressources raisonnablement mobilisables.

Le défi perceptible

Pour faire simple, trois grands secteurs fournissent, à des degrés différents dans chacun des pays, l’essentiel de la richesse construite sur le sol national : l’agriculture, le tourisme et les services qui lui sont liés et enfin l’industrie. Sauf que tous les pays n’en tirent pas les mêmes avantages comparés hormis les grandes puissances comme les USA ou quelques économies de l’Europe de l’ouest. Qu’en est-il de l’économie algérienne par exemple mais qui n’est pas un cas isolé ? L’agriculture demeure soumise aux aléas d’un climat semi aride et glissant vers plus d’aridité, ce qui limite considérablement son apport substantiel malgré des avantages nichés dans certains espaces. Le tourisme national véhicule une image culturelle et sociologique altérée par des conditions d’accueil inappropriées et des commodités inaccessibles. Les transformations susceptibles d’inverser ces tendances négatives paraissent immenses pour prétendre assister au réveil de ce secteur. Il ne reste dans ce tableau que l’industrie qui peut à la fois promettre et promouvoir une économie potentiellement riche, diversifiée et structurée à moyen et plus long terme. Ca reste, selon nous, le défi central qui place ce secteur au milieu du gué. Ou bien repousser son déclin par des modes de régulation volontaristes et/ou réactifs ou bien inscrire la politique publique qui la soutient dans une vision programmatique sans laquelle les investissements porteurs de croissance, l’innovation incrémentale, la cohérence inter-filières, les segments à forte valeur ajoutée et les activités tournées vers l’export ne peuvent véritablement trouver le siège de leur manifestation.

Nécessité d’une approche prospective

Tout le monde s’accorde à admettre que le cycle industriel est sous tendu par une variété de paramètres forgeant la matrice d’un tissu structurant son devenir propre. Les facteurs aléatoires doivent être maîtrisés au plus près pour prévenir tout risque d’extra-version économique. Noircir une matrice industrielle cohérente est plus complexe que juxtaposer des entités cote à cote au fil des opportunités qui se présentent aux entrepreneurs. -Le premier objectif stratégique consiste à viser une autosuffisance industrielle, objectif que le Covid de 2019 a rendu impératif pour sauver les populations d’un désastre sanitaire. Pour ce faire, les industriels, et tout particulièrement les firmes étrangères en situation d’attente, ont besoin d’un horizon lisible, cohérent et stable à la fois pour planifier leurs investissements et percevoir leurs profits. Précisément, l’effort de prospection à mener garantit ces facteurs et rend improbable les pilotages approximatifs qui affectent le climat des affaires et la compétitivité des entreprises. Ces dernières apprécient davantage un environnement fluide et accueillant qu’une base juridique mouvante et des leviers d’incitation fiscaux ‘compensatoires’, ce qui rend l’attrait de ces derniers plus suspects que significatifs. -Le second objectif sous tendu par cette nécessaire approche prospective (fixer un horizon temporel) consiste à mettre en ordre un cap technologique (fixer un horizon industriel) qui matérialiserait la future carte

industrielle du pays et non pas une activité prolongeant une filière isolée. Un plan industriel 3.0, voire 4.0 en fonction des ambitions qu’on souhaite lui rattacher, suppose d’identifier l’ensemble des activités de nature à infléchir les dépendances traditionnelles et faire bondir le secteur industriel vers un rôle de traction de l’économie (10à 12% du PIB au bout de 5 à 7 ans par exemple). Les industries manufacturières sont particulièrement exposées à l’environnement extérieur, et méritent une transformation et une mise à niveau de plusieurs filières dont certaines sont à ériger avec des partenaires étrangers : le machinisme agricole, les équipements ferroviaires, les technologies de l’information et de la communication, les véhicules propres, les matériaux et le recours aux robots (la Chine en compte 1,8 million soit près de 50% du stock mondial) pour accélérer cette transformation et relancer la compétitivité au milieu d’une région géographique qui perd sa substance industrielle. Le pari mérite que l’on s’y applique loin des débats idéologiques qui minent les initiatives et obstruent la prise de risque qui demeure le versant d’une croissance soutenue génératrice de progrès car l’approximation n’aurait pas résisté. Pour preuve, dès qu’un pays emprunte cette dynamique, il se heurte immanquablement à des mesures conservatrices et protectionnistes, signe que la voie empruntée est la bonne pour les bienfaits de sa souveraineté industrielle.

(*) *Economiste, ancien Directeur Général au ministère de l’Industrie*

L’ALGÉRIE CÉLÈBRE LA SEMAINE MONDIALE DE L’ENTREPRENEURIAT

Focaliser sur les initiatives des jeunes pour une économie durable

Les activités de la Semaine mondiale de l’entrepreneuriat ont débuté, lundi à Alger, dans le cadre des efforts visant à encourager les jeunes à lancer leurs propres projets, à promouvoir la culture de l’entrepreneuriat et à mettre en avant son rôle pivot dans la construction d’une économie durable. Cette manifestation, qui s’étalera jusqu’au 24 novembre, connaît une large participation, avec plus d’un million de participants attendus, notamment des entrepreneurs, des porteurs de projets, des étudiants universitaires, ainsi que les bénéficiaires des programmes de soutien assurés par l’Etat dans le domaine de l’entrepreneuriat. Lors de la cérémonie d’ouverture de la semaine au Centre International des Conférences (CIC) à Alger, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a appelé, dans une allocution lue en son nom par le ministre de l’Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, "à continuer à saisir les opportunités offertes dans votre pays, en bravant les difficultés par la persévérance et la détermination", exprimant sa conviction que "la réalisation de l’essor économique escompté

passera par la confiance de l’Etat en ses jeunes et en leurs capacités à être acteurs du changement et parties prenantes du développement national". Le président de la République a affirmé que l’organisation de la Semaine mondiale de l’entrepreneuriat "avec la participation de plus d’un million de jeunes à travers tout le pays témoigne de la confiance des jeunes en la volonté politique sincère et pragmatique de soutenir le monde de l’entrepreneuriat et des start-up, en vue de répondre aux nouveaux défis économiques". Pour le Président de la République, cet événement est l’occasion "de célébrer l’esprit entrepreneurial et de soutenir la créativité et l’innovation chez les jeunes pleinement engagés dans la dynamique de notre pays pour l’édification d’une économie diversifiée, ouverte et durable". Le président de la République a annoncé, à cette occasion, "l’organisation d’un concours national des meilleures start-up pour honorer les réalisations des jeunes dans l’Algérie nouvelle où les ambitions peuvent se concrétiser". Pour sa part, le directeur général de l’accélérateur de Start-up "Algeria Venture", Sidali Zerrouki, a ins-

isté sur la nécessité de renforcer l’esprit entrepreneurial en Algérie, estimant que cette culture doit devenir la première option des jeunes, une fois leurs diplômes en poche. M. Zerrouki a souligné la nécessité d’augmenter la part des entrepreneurs en Algérie où l’on compte actuellement 7,8 entreprises pour 10.000 personnes à l’échelle nationale, en mettant davantage en lumière les avantages économiques qu’offre l’Etat pour soutenir l’entrepreneuriat et en élargissant les mesures préférentielles favorisant la création des projets. Concernant le programme de la Semaine mondiale de l’entrepreneuriat en Algérie, il a fait savoir que chaque journée sera consacrée à l’étude et au débat d’un thème. La deuxième journée sera consacrée à la formation sur l’innovation et la transition numérique et la troisième aux incubateurs et plans d’investissement. Une autre journée sera dédiée au renforcement des compétences des entrepreneurs en matière de marketing et de création d’entreprises, suivie d’une autre réservée aux fonds de soutien aux entreprises et à la présentation des projets. La clôture de l’évènement sera marquée par des cérémonies de

distinction des lauréats des concours. Cette manifestation vise à former près de d’un million de jeunes dans divers aspects de l’entrepreneuriat. Lors de la première édition en 2022, 110.000 participants avaient été formés, contre 700.000 participants lors de la deuxième édition en 2023. De son côté, Kamel Moula, président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA) a insisté sur le rôle central de l’entrepreneuriat dans le développement de tous les secteurs économiques, particulièrement dans le domaine industriel. Il a affirmé que l’Algérie ne peut se contenter du secteur des services pour réaliser la croissance économique. Il est impératif d’encourager l’entrepreneuriat industriel qui, a-t-il dit, constitue un pilier essentiel pour réaliser la diversification économique et réduire la dépendance aux secteurs traditionnels. M. Moula a appelé les entrepreneurs porteurs d’idées novatrices dans le domaine industriel à se rapprocher du Conseil pour mettre en place un plan d’action et partant créer des projets industriels à même de dynamiser l’économie nationale.

R E.

UNIVERSITÉ D'ORAN-1

Ouverture de 17 postes de maîtres-assistants

L'Université Oran-1 "Ahmed Benbella" a ouvert 17 postes pour le recrutement de maîtres-assistants au titre de l'année universitaire 2024-2025, à travers un concours sur titre, a-t-on appris de cet établissement de l'enseignement supérieur. Le concours concerne les titulaires d'un doctorat d'Etat, d'un doctorat ou d'un diplôme reconnu équivalent, dans plusieurs spécialités et domaines de formation, selon Soumia Rahil, responsable de la cellule d'information et de communication à l'université. Avec 6 postes proposés, la filière informatique figure en tête des spécialités, suivie de celle de droit, dans les spécialités droit public et droit privé avec 5 postes, dont les futurs titulaires seront affectés, principalement, à l'Institut de criminologie, inauguré cette année, a ajouté la même responsable. Deux postes ont été également ouverts dans la filière des sciences financières et comptables (spécialité comptabilité et audit), ainsi que deux autres dans les sciences de gestion. Par ailleurs, un poste a été ouvert dans chacune des filières de langue anglaise et de bibliéconomie, a ajouté la même source. Pour rappel, l'encadrement pédagogique de l'Université Oran-1 "Ahmed Benbella" est assuré par plus de 1.340 enseignants, dont des maîtres-assistants et des professeurs d'enseignement supérieur.

ORAN

Projet de dédoublement de la RN 4 en direction de la commune de Taфраoui

Des travaux de dédoublement de la route nationale (RN) 4, dans son tronçon reliant les communes de Oued Tlélat et Taфраoui (Oran), seront lancés dans le cadre du soutien à l'investissement industriel dans la région, a annoncé le wali Saïd Sayoud.

Le premier responsable de l'exécutif local a indiqué, dans une déclaration à la presse, que les études relatives au projet sont achevées, signalant que le cahier des charges de ce projet a été élaboré et soumis au ministère des Travaux publics pour approbation, en vue du lancement des travaux en 2025. Le wali a mis en relief l'importance de ce projet, qui contribuera à soutenir et à encourager l'investissement dans les wilayas d'Oran et d'Aïn Témouchent. Le dédoublement de cette voie de communication facilitera, en effet, la circulation vers la

zone industrielle de Taфраoui, qui abrite d'importantes unités industrielles, ainsi que vers la zone industrielle de Tamazoura (wilaya d'Aïn Témouchent), a-t-il fait observer. Par ailleurs, les habitants de la commune de Taфраoui bénéficieront, dès le début de l'année prochaine, d'un projet de renforcement de l'approvisionnement en eau potable (AEP). Le projet, dont les travaux sont, actuellement, en cours, porte sur le transfert d'eau dessalée à partir de la station d'Oued Tlélat relevant du couloir Mostaganem-Arzew-Oran (MAO), a-t-on signalé. Le wali

d'Oran a également annoncé la livraison prochaine de plusieurs projets à l'échelle de la wilaya, dont une station de dessalement à Cap Blanc, un quota de 1.800 logements dans la localité de Sidi El Bachir (commune de Bir El Djir), ainsi que la rénovation du siège de la mairie d'Oran, entre autres. Il a, en outre, évoqué le lancement prochain d'importants projets, notamment ceux d'un musée dédié à l'Emir Abdelkader sur les hauteurs du mont Murdjado et d'aménagement du lac de Dhayet Morsli en perspective de la réalisation d'un village scientifique.

UNIVERSITÉ D'ALGER 1

Lancement des journées d'information sur l'entrepreneuriat

Les journées d'information sur "l'entrepreneuriat", organisées par l'Université d'Alger 1 "Benyoucef Benkhedda", à l'occasion de la semaine mondiale de l'entrepreneuriat ont débuté lundi à Alger. S'exprimant à l'ouverture de cette manifestation organisée au niveau de l'incubateur de l'Université, le recteur de l'Université d'Alger 1, Fares Mokhtari, a précisé que l'organisation de ces journées avait pour objectif de "contribuer à la diffusion de la culture entrepreneuriale en milieu étudiant, et de mettre en lumière les procédures et facilitations accordées par l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA), et les différents acteurs dans le domaine de l'entrepreneuriat". Ces

journées constituent "une occasion pour faire connaître les modalités d'accompagnement des porteurs de projets et d'idées innovantes, notamment celles relatives à leur formation en matière d'entrepreneuriat dont les aspects pratiques liés à la création d'entreprises, et aux relations avec les organismes y afférents, à l'instar des directions des impôts, et des caisses d'assurances sociales, outre l'aspect pratique visant à prendre connaissance des expériences des entrepreneurs activant sur le terrain", a-t-il poursuivi. M. Mokhtari a également rappelé l'accord signé entre l'Université et la NESDA, dans le cadre du partenariat entre le monde universitaire académique et le monde de l'en-

trepreneuriat, soulignant que ce partenariat a été couronné par "la sortie de la première promotion d'entrepreneurs, composé de 50 étudiants ayant bénéficié de sessions de formation, supervisées par un comité conjoint entre l'Université et l'Agence". Il convient de noter que la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat qui se poursuivra jusqu'au 24 novembre, tend à diffuser une culture entrepreneuriale chez les jeunes, notamment les étudiants universitaires et les stagiaires au niveau des instituts de formation, à travers l'organisation d'une multitude d'activités en matière d'entrepreneuriat dans toutes les wilayas du pays.

SAIDA

Remise des clés de 80 logements publics locatifs

Les clés de 80 logements publics locatifs (LPL) ont été remises, lundi, à leurs bénéficiaires dans la ville de Saïda, a-t-on appris de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) qui a supervisé l'opéra-

tion. Ces logements, situés dans le quartier "Es-Salem", ont été attribués aux bénéficiaires, dont la liste a été annoncée par les services de la daïra de Saïda au mois d'octobre dernier, précise la même source. L'OPGI a égale-

ment organisé à la fin du même mois une opération de tirage au sort pour la désignation de l'emplacement des logements (blocs et étages) des bénéficiaires de ces unités d'habitation. La semaine dernière, les clés de 110

logements publics locatifs ont été distribuées dans les quartiers Dhar Cheikh et Boukhors, dans le chef-lieu de wilaya, rappelle-t-on. Depuis le début de l'année en cours, 3.114 logements publics

locatifs ont été attribués dans la wilaya de Saïda. Au total, la wilaya recense un programme de 20.536 LPL, dont 14.896 ont été réceptionnés, tandis que 5.640 unités sont en cours de réalisation.

MÉDÉA

Lancement prochain d'une étude pour optimiser l'exploitation des eaux du champ captant de Khetala

Une étude technique appelée à optimiser l'exploitation des ressources en eau du champ captant de Khetala, au sud de Médéa, sera lancée prochainement dans le cadre du plan de renforcement de l'alimentation en eaux potables (AEP) au profit des trois communes de la daïra de Chahbounia, a indiqué lundi le wali Djilali Doumi, à l'issue de sa visite dans cette daïra. "Dans le souci de mobiliser les ressources hydriques souter-

raines de la commune de Chahbounia et parvenir à sécuriser l'alimentation en eau potable des deux autres communes de la daïra, à savoir Bouaïche et Boughezoul, une étude technique sera menée bientôt afin d'évaluer le potentiel hydrique existant de ce champ captant", a fait savoir le wali. L'étude sera menée par la direction locale des ressources hydriques, avec le concours de l'agence nationale des ressources hydriques (ANRH), a-t-il dit.

Neuf forages ont été réalisés depuis 2022 dans le champ captant de Khetala, qui alimentent les foyers sis aux chefs-lieux des communes de Chahbounia, Bouaïche et Boughezoul, selon les explications fournies sur place par le directeur des ressources en eau (DRE), Nassereddine Bechani. L'exploitation de deux des neuf forages réalisés a été "momentanément interrompue en raison de la présence de sel dans l'eau, phénomène assez répandu

dans les nappes phréatiques situées dans cette région steppique et qui implique le recours à certaines techniques innovantes de traitement pour rendre l'eau potable, a-t-il dit. Dans ce contexte, le wali Djilali Doumi a suggéré d'examiner la faisabilité de la réalisation d'une station de déminéralisation de ce champ captant pour traiter le problème de salinité et pouvoir exploiter, à nouveau, les deux forages fermés provisoirement.

De quoi rêvent nos riches ?

Dans ce texte nous allons considérer que tout est production et que toute production est travail, travail vivant et travail mort, travail humain et non humain. Les Chinois pensent que tout est énergie, et si nous considérons que le travail est énergie et savoir-faire, et que savoir-faire et énergie signifient économie, et que tout travail vise à économiser l'énergie, nous pouvons convenir de la définition selon laquelle tout est production, travail et énergie. Processus de travail et processus de production ne font qu'un, si l'on comprend dans le processus de travail le travail non humain.

2^e partie

Par DERGUINI Arezki (*)

De la soumission de l'individu à Dieu et au Pape, puis au monarque, on passe à l'émancipation de l'individu vis-à-vis des puissances terrestres humaines et non humaines. L'individu maître de son destin. Une croyance confortée par le cours, le progrès de l'histoire, de la croissance. On distingue alors parmi les humains, en leurs parties extrêmes, ceux qui rêvent de devenir des dieux sur leurs propres terres et ceux qui rêvent d'un paradis sur terre ou/et dans l'au-delà. On pourrait dire passion du pouvoir à un bout et passion de la vertu, de la bienfaisance à un autre. L'individu a toujours un paradis comme horizon d'attente. Sa transfiguration moderne prend les figures du bonheur et de l'économie du bien-être. Ceux qui ont prétendu que la raison pouvait faire descendre le paradis céleste sur terre, et voulait tout lui soumettre, ont mélangé Ciel et Terre et du mélange en ont fait un petit enfer. Ceux qui prétendent que leur raison passionnée de Dieu peut en faire comme des dieux deviennent mystiques ou fous s'ils ne s'assagissent pas. Entre ces deux extrêmes, comme dit le président français Macron, naviguent des herbivores, des carnivores et des omnivores dont le destin se joue de leur dispute pour la place dans la chaîne alimentaire.

Ce n'est pas la lutte de classes qui est le moteur de l'histoire, ou si, mais dans le sens de la lutte de classement pour devenir riche et pas pauvre quand cette lutte porte. C'est par contre la lutte entre les malfaisants et les bienfaisants, les destructeurs et les créateurs pour reprendre la métaphore de la destruction créatrice de Schumpeter. Ceux qui détruisent ou prétendent créer, mais détruisent. Lutte rarement frontale tant le continuum entre malfaisants et bienfaisants est prégnant, le malfaisant pouvant se retourner en bienfaisant et inversement. Ou si ce n'est pas la lutte pour la puissance, c'est celle pour la survie. De Marx à Darwin, darwinisme social. Les « travailleurs sans travail » luttent pour vivre ou survivre. Les producteurs non travailleurs (propriétaires rentiers) luttent pour jouir de leurs biens et de leur puissance. On commande aux hommes qui dépendent de soi et qui ayant cessé d'être indépendants ne peuvent se soustraire à leur dépendance. Ils ont cessé de dépendre de leur travail qui n'est plus producteur, ils dépendent du travail producteur d'autrui. Le produit de leur travail ne pouvant plus s'imposer sur le marché, ils ne peuvent plus travailler pour eux-mêmes et doivent travailler pour ceux qui peuvent porter le produit de leur travail au marché. S'agglomèrent alors les travailleurs sans travail autour des travailleurs producteurs. Au-delà de



la propriété, la société est une composition de « travailleurs sans travail » (sans travail indépendant) et de « travailleurs producteurs », elle regroupe des travailleurs sans travail propre sous des travailleurs producteurs. La société est à l'image d'une armée avec ses soldats et de sa hiérarchie militaire. Une armée supposée adaptée à son combat. La hiérarchie d'une société solidaire est celle des travailleurs producteurs solidaires de « travailleurs sans travail », de producteurs qui ne se sont pas extraits du travail, dont la société autorise et se répartit la production du travail. On ne relève pas suffisamment le fait que, dans les sociétés industrielles, les sociétés puissantes de leur industrie moyenne sont celles qui font aux travailleurs producteurs la place centrale. La responsabilité sociale y est étendue et profonde. Si les entreprises globales ne diffusent pas le progrès technique aux entreprises moyennes, il se développe une polarisation de la société. Si les travailleurs producteurs n'agglomèrent pas les travailleurs sans travail, la société entre en guerre. En guerre civile dans les sociétés postcoloniales et en lutte de classes dans les sociétés industrialisées.

De la fable des abeilles de Mandeville à la main invisible d'Adam Smith, n'est-ce pas le malfaisant intérêt individuel (le vice) qui sert sans le savoir le bienfaisant intérêt général (la vertu) ? N'est-ce pas là tout le libéralisme qui met l'individu séparé au centre de toutes choses et de leur mouvement, qui retourne le malfaisant en bienfaisant avec la révolution industrielle et la croissance de la vie matérielle ? En vérité l'intérêt personnel se réalise toujours dans un intérêt collectif : la croissance, le ruisselle-

ment des richesses. Avec la civilisation thermo-industrielle, les malfaisants sont apparus pendant quelques siècles comme les bienfaiteurs de l'humanité. L'humanité a partagé un rêve : le progrès historique, l'histoire comme progrès, jusqu'à ce que la croissance de la vie matérielle dévoile la destruction irréversible qu'elle se cause. Elle s'est alors divisée en progressistes et en conservateurs. Les premiers sont dans le sens de l'histoire et ont quelque chose à gagner, les seconds ont quelque chose à perdre et ont peur de le perdre. Les malfaisants bienfaisants se sont dits progressistes. Les conservateurs ne pouvaient se dire bienfaisants, car ils avaient oublié qu'ils étaient avant tout des travailleurs, des travailleurs producteurs dont dépendent des travailleurs sans travail. Les progressistes qui n'en étaient pas moins malfaisants, l'histoire les faisait bienfaisants. En tant qu'individus séparés, travailleurs producteurs et travailleurs sans travail, ils ne reconnaissaient pas leur interdépendance. Le travailleur producteur et le travailleur sans travail ne se considéraient pas comme des travailleurs solidaires, mais comme des individus séparés et indépendants. Le tra-

vailleur sans travail ne se considérait pas redevable au travailleur producteur qui l'employait et qui consentait à l'impôt progressif. Le travailleur producteur ne se considérait pas comme un leader, mais comme un profiteur. Le travailleur sans travail ne considérait pas qu'il vivait lui aussi du travail des humains et des non-humains. Dans le monde du travail, l'individu séparé et son mobile individuel vivait de la croissance et de la destruction de la vie matérielle. Ce que l'Occident a du mal à accepter aujourd'hui c'est que le rêve de l'autonomisation de l'individu porté par les Lumières a été porté par la croissance et la différenciation conséquente de la vie matérielle, et par l'Histoire tout court. L'autonomisation de l'individu tel que représenté dans la conscience occidentale est historiquement datée. Il faut aller à une historicisation de l'individualisation, de l'autonomie individuelle ; revenir à une autonomie relative de l'individu par rapport au groupe, à la nation, à la tribu, à la famille, etc. Parce que toujours relative à un milieu historique humain et non humain, milieu cohérent ou déstructuré.

La social-démocratie a protégé la bourgeoisie du socialisme soviétique. La bourgeoisie a été protégée du socialisme soviétique en ne s'extrayant pas du monde du travail, en partageant une condition avec la société qui lui était autant favorable à elle qu'à la société : tout le monde était travailleur et pouvait devenir travailleur producteur. L'impôt progressif traduit le fait que le travailleur contribue à hauteur de ce qu'il gagne afin que chacun puisse travailler. Quand s'effondra le socialisme soviétique et triompha le libéralisme, la bourgeoisie n'eut plus peur de se protéger que de l'État et pas de la nationalisation. Entra l'ère du néolibéralisme. Quand le jeu social cessa d'être un jeu à somme non nulle, quand la croissance cessa de soutenir l'impôt progressif et quand l'impôt progressif cessa de soutenir la croissance, tout le monde n'avait plus la possibilité de devenir riche travailleur. L'intérêt individuel a pu se désolidariser de l'intérêt collectif et l'intérêt collectif devenir celui de la classe, de la tribu et moins celui de la société. L'avènement des travailleurs producteurs devenant plus difficile et le sort des travailleurs sans travail, dépendant d'eux, se dégradait.

(A suivre)

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaïa.

Notes

- [1] La tentation de Mars. Le Quotidien d'Oran du 02-03-04 novembre 2024.
- [2] The Passions and the Interests. Political Arguments for Capitalism before its Triumph [1977] (traduit en français en 1980).
- [3] Amartya Sen Reading Adam Smith. Franz F. Eiffe. <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/18386318.2010.11682153>
- [4] Antonio R. Damasio, L'Erreur de Descartes. La raison des émotions. Odile Jacob, 2006.
- [5] Vers une économie apprenante (2013). Intitulé d'un rapport néerlandais cité par Joseph E. Stiglitz et Bruce C. Greenwald (2014). La nouvelle société de la connaissance. Les Liens qui Libèrent, 2017. <https://www.wrr.nl/publicaties/rapporten/2013/11/04/naar-een-lerende-economie>
- [6] Ibid.
- [7] Joseph E. Stiglitz et Bruce C. Greenwald, op. cit.

POUR DES PROJETS
FERROVIAIRES ÉGYPTIENS

**Prêt de 91
millions \$ d'Arab
et Abu Dhabi
Commercial Bank**

Le financement de 91 millions USD obtenu par l'Egypte donnera un coup de boost aux grands chantiers initiés dans le cadre de la feuille de route pour reconfigurer l'intégralité du système ferroviaire national. L'Autorité égyptienne des tunnels a signé avec Abu Dhabi Commercial Bank et Arab Bank un accord pour obtenir une facilité de crédit à long terme de 4,5 milliards de livres égyptiennes (environ 91 millions USD), destinée à financer quelques grands chantiers ferroviaires en Egypte. ADCB pourvoira 3 milliards de livres dans le montant prêté, et Arab Bank 1,5 milliard de livres. Les fonds devraient donner un coup d'accélérateur aux chantiers pharaoniques lancés pour opérer une métamorphose complète du système ferroviaire national et l'élever aux standards de celui des pays développés. Le pays exécute en effet depuis 2015 des projets qui touchent entre autres ses réseaux de TGV, de tramway, de skyway (transport léger sur rail, mono-rail et trains électriques, etc.) et autres.

Cette révolution vise selon les autorités à rompre avec les fréquents accidents de transport ferroviaire enregistrés par le passé. L'Egypte planifie aussi la construction d'unités de production locales de matériel ferroviaire pour densifier son parc et devenir un exportateur de pièces de rechange et autres composants de trains. Le train constitue un moyen de mobilité traditionnel en Egypte, dont le réseau ferroviaire comporte les plus anciennes lignes d'Afrique et du Moyen-Orient, datant avec des rails datant des années 50. La croissance des flux n'a cependant pas été suivie d'investissements conséquents pour adapter les infrastructures. Aujourd'hui, les défis de mobilité se sont accrus avec la poussée démographique, notamment en milieu urbain où l'amélioration des transports publics est indispensable pour gérer la demande dans une ville comme Le Caire par exemple devenu la plus peuplée d'Afrique.

TUNISIE – SALON CARTHAGE 2024

Réinventer l'habitat durable de demain

La Tunisie a franchi un jalon décisif dans sa quête pour réinventer l'habitat durable avec l'ouverture officielle du Salon International de la Construction et du Bâtiment "Carthage 2024", accompagnée de son Forum « Construction Durable en Tunisie », au Palais des Expositions du Kram.

Organisé en partenariat avec des acteurs majeurs tels que l'Agence nationale pour la maîtrise de l'énergie (Anme), le Tunisia Green Building Council, les Ordres des Architectes et des Ingénieurs Tunisiens (OIT) et la revue Archibat, cet événement se positionne comme une plateforme de référence pour imaginer le futur du bâtiment durable en Tunisie. Ce rendez-vous a réuni des professionnels de l'habitat, des experts et des chercheurs pour aborder les enjeux écologiques et sociaux de la construction. Il a offert un espace de réflexion sur la transition énergétique et la construction responsable, visant à repenser les pratiques pour un avenir plus respectueux de l'environnement et plus inclusif.

Défis pour un avenir durable et accessible

L'inauguration du Salon consacré à « L'Habitat abordable et durable en Tunisie: Un levier économique, social et environnemental » a

réuni des acteurs clés du secteur public et privé pour discuter des enjeux économiques, sociaux et environnementaux liés à la construction durable en Tunisie. En premier lieu, Ib-tissemBouattay, Présidente de Tunisia Green Building Council, a souligné l'importance de l'adoption de pratiques de construction respectueuses de l'environnement pour relever les défis énergétiques, tout en garantissant l'accès à des logements abordables pour tous. De son côté, Fathi Hanchi, Directeur Général de l'Anme, a mis en lumière les efforts de l'agence pour promouvoir des solutions durables dans le secteur énergétique, en précisant les objectifs ambitieux de la Tunisie en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique, notamment une réduction de la demande énergétique de 30% d'ici 2030. De plus, Aida Robana, Chef du bureau UN-Habitat en Tunisie, a insisté sur la nécessité de repenser la construction durable face aux défis du logement et du changement climatique.

ARABIE SAOUDITE

Un nouveau défi technologique pour stimuler l'innovation logistique

Le Centre de l'entrepreneuriat numérique du ministère des communications et des technologies de l'information a lancé le défi LogisTech afin d'encourager l'innovation dans le domaine de la logistique. L'objectif de ce défi est de soutenir les nouvelles solutions technologiques favorisant l'efficacité et la productivité, et par conséquent la croissance de l'économie numérique. En partenariat avec le ministère des transports et des services logistiques, l'autorité générale des

transports et Infinite PL, le défi est ouvert aux passionnés de logistique et de technologie, aux experts et aux leaders de l'industrie. Les inscriptions seront closes le 5 décembre. Les participants passeront par les étapes de l'acceptation, du développement du modèle d'entreprise, de la sélection finale et d'un camp d'entraînement, a rapporté lundi l'agence de presse saoudienne. Le 21 janvier, les participants présenteront leurs idées aux juges. Les projets gagnants, qui propo-

sent des solutions sectorielles pratiques, seront célébrés lors d'une cérémonie finale. Le concours couvre trois domaines : l'amélioration et la durabilité de la flotte, les solutions alternatives de livraison et de commerce, et l'intelligence logistique basée sur les données. Les participants peuvent accéder à plus de 20 programmes de formation et séances de mentorat, qui permettront à plus de 250 personnes d'acquérir les compétences nécessaires pour affiner leurs idées et développer des prototypes.

DUBAÏ

Intelligence artificielle en route

La Chambre de Dubaï pour l'économie numérique organise deux événements sur l'acquisition de talents par l'intelligence artificielle. La Chambre de Dubaï pour l'économie numérique (DCDE), l'une des trois chambres opérant sous l'égide des Chambres de Dubaï, a organisé deux ateliers pour promouvoir l'attraction et le développement des talents en intelligence artificielle (IA) à Dubaï et développer le rôle des

femmes dans les secteurs technologiques, dans le cadre de ses efforts visant à améliorer l'écosystème commercial numérique de l'émirat et à renforcer sa compétitivité au niveau mondial. Le premier atelier, intitulé " Paysage des talents numériques de Dubaï ", s'est penché sur la demande mondiale croissante d'experts spécialisés dans l'intelligence artificielle et les talents numériques. L'atelier a exploré les moyens

d'améliorer l'attractivité de l'écosystème numérique de Dubaï pour les talents du monde entier qui se spécialisent dans les secteurs des technologies de pointe, en particulier l'IA. L'événement a été suivi par une série d'acteurs de l'économie numérique, notamment des entreprises technologiques, des établissements d'enseignement et des accélérateurs. Le deuxième événement a permis

d'examiner les moyens de renforcer la contribution des femmes à l'économie numérique et d'améliorer leur capacité à créer une entreprise technologique prometteuse, en mettant en avant des modèles de réussite et des histoires inspirantes de femmes entrepreneurs afin de les inspirer dans leur expérience de création et de croissance d'entreprises de premier plan dans les secteurs de l'économie numérique.

EGYPTE

Prêt de 91 millions \$ d'Arab et Abu Dhabi Commercial Bank pour des projets ferroviaires égyptiens

Le financement de 91 millions USD obtenu par l'Egypte donnera un coup de boost aux grands chantiers initiés dans le cadre de la feuille de route pour reconfigurer l'intégralité du système ferroviaire national. L'Autorité égyptienne des tunnels a signé avec Abu Dhabi Commercial Bank et Arab Bank un accord pour obtenir une facilité de crédit à long terme de 4,5 milliards de livres égyptiennes (environ 91 millions USD), destinée à financer quelques grands

chantiers ferroviaires en Egypte. ADCB pourvoira 3 milliards de livres dans le montant prêté, et Arab Bank 1,5 milliard de livres. Les fonds devraient donner un coup d'accélérateur aux chantiers pharaoniques lancés pour opérer une métamorphose complète du système ferroviaire national et l'élever aux standards de celui des pays développés. Le pays exécute en effet depuis 2015 des projets qui touchent entre autres ses réseaux de TGV, de tramway, de skyway (transport léger sur rail, monorail et

trains électriques, etc.) et autres. Cette révolution vise selon les autorités à rompre avec les fréquents accidents de transport ferroviaire enregistrés par le passé. L'Egypte planifie aussi la construction d'unités de production locales de matériel ferroviaire pour densifier son parc et devenir un exportateur de pièces de rechange et autres composants de trains. Le train constitue un moyen de mobilité traditionnel en Egypte, dont le réseau ferroviaire comporte les plus anciennes lignes d'Afrique et du Moyen-

Orient, datant avec des rails datant des années 50. La croissance des flux n'a cependant pas été suivie d'investissements conséquents pour adapter les infrastructures. Aujourd'hui, les défis de mobilité se sont accrus avec la poussée démographique, notamment en milieu urbain où l'amélioration des transports publics est indispensable pour gérer la demande dans une ville comme Le Caire par exemple devenu la plus peuplée d'Afrique.

VIANDE EN CÔTE D’IVOIRE

Un pactole de 2,2 milliards \$ à conquérir d’ici 2027

En Côte d’Ivoire, le marché des viandes et abats comestibles est l’un des plus importants de la sous-région ouest-africaine. Alors que le taux de couverture des besoins reste encore inférieur à 50 %, la demande devrait encore augmenter dans les prochaines années.

En Côte d’Ivoire, la consommation de viande et produits dérivés continuera à générer d’importantes opportunités économiques dans 3 ans. Selon les dernières prévisions du Département américain de l’agriculture (USDA) datant de septembre, le marché ivoirien des produits carnés devrait valoir 2,2 milliards \$ d’ici 2027 contre 1,5 milliard \$ estimé en 2022. Cette croissance sera portée par l’augmentation de la demande liée au changement des habitudes alimentaires dans la population ivoirienne. En effet, comme dans la plupart des pays africains, la première économie de l’UEMOA connaît une forte urbanisation et une augmentation des revenus, qui entraînent une diversification des régimes alimentaires. Les ménages urbains ivoiriens consomment ainsi de plus en plus et en grande quantité de la viande, ainsi que d’autres denrées comme les produits laitiers, les légumes, les fruits et les aliments transformés. D’après l’organisme américain, la consommation de viande par tête devrait notamment passer à 35 kg d’ici 2027 contre 31 kg en 2022.

Volaille, bœuf et porc porteront la dynamique

L’appétit des consommateurs pour le bœuf, la volaille et le porc devrait encore s’aiguiser d’ici les prochaines années. Le segment de la volaille devrait ainsi valoir 700 millions \$ d’ici 2027, soit près du tiers du potentiel prévu pour le marché total des produits carnés, d’ici cette



échée. Ce contexte est susceptible d’offrir des opportunités de consolidation aux acteurs ivoiriens présents sur la chaîne de valeur d’autant plus que le pays continue d’appliquer un prélèvement compensatoire de 1000 FCFA sur chaque kilogramme de volaille importé afin de neutraliser les effets des subventions à l’exportation dans les pays d’origine. Ceux-ci devraient aussi bénéficier des effets positifs liés au dévoilement du second plan stratégique du gouvernement, qui vise entre autres à porter la production locale à 200 000 tonnes ainsi que la consommation de viande de volaille à 6,2 kg d’ici 2030. À côté de la volaille, le bœuf jouera également un rôle prépondérant dans l’essor du marché. En effet, selon l’USDA, les Ivoiriens s’intéressent de plus en plus à la consommation de viande bovine de qua-

lité, ce qui entretient les achats à l’étranger dans un contexte où la production couvre environ le tiers des besoins contre la quasi-totalité pour la viande de volaille. D’après les données, les importations de bœuf ont atteint 64,5 millions \$ en 2023, soit 40 % du total des achats de viandes et produits dérivés réalisés par la nation éburnéenne (165 millions \$). Quant au porc, il s’agit d’une viande qui émerge sur le marché surtout en zone urbaine et péri-urbaine de la capitale Abidjan. Apprécié pour sa saveur et son coût relativement abordable, il est popularisé avec des plats locaux comme le kédjénou de porc ou le porc braisé. D’après les données officielles, la consommation de viande de porc est comprise entre 60 000 et 100 000 tonnes avec un taux d’importation allant jusqu’à 80 %.

BÉNIN

Lancement de la construction de 70 km de routes

Le Bénin a lancé la construction de plusieurs sections de routes totalisant 70 km, dont certaines sont raccordées à la transnationale Cotonou-Lomé. Situées dans le département du Mono au Centre-Ouest du pays, les tronçons à aménager et à bitumer sont Athiémé-Adohoun-Lokossa (13 km), Adjaha-Athiémé (40 km), Kounouhoué-Sè (6,35 km), Akonana-Sohounmey-Gbédji-Sè (7,35 km), Atchanou-Kpinnou (4,5 km), Atchanou-Kondji-Houngba (2,35 km) et la bretelle Djanglanmey-Oumako (4,6 km). Les routes, destinées à améliorer l’interconnexion de cette région frontalière avec le Togo, s’imbriqueront aux sections en développement du côté de ce dernier. Elles font aussi partie du corridor Lagos-Abidjan prévu pour relier le Nigeria et la Côte d’Ivoire via le Bénin, le Togo et le Ghana. Selon la Banque africaine de développement (BAD) qui en est l’un des principaux bailleurs de fonds, ce corridor devrait accélérer l’intégration en Afrique de l’Ouest dont 5 à 8% du PIB est concentré dans le secteur des Transports. Il concentre par ailleurs près de 75% des activités commerciales de la sous-région. A terme, il reliera les villes aux ports, aéroports et réseaux ferrés, ce qui permettra de densifier les échanges en offrant plus de débouchés aux pays enclavés (Burkina Faso, Mali, Niger et Tchad).

LITHIUM

L’AIE prédit une hausse de 400% de la production africaine d’ici 2030

En baisse depuis plusieurs mois sur fond de marché excédentaire, les prix du lithium devraient néanmoins se redresser d’ici 2030 selon certaines prévisions optimistes. Pour les pays africains qui ont manqué le boom de 2022, respecter les calendriers de développement de nouveaux projets sera crucial. La production africaine de lithium pourrait être multipliée par cinq d’ici 2030, écrit l’Agence internationale de l’énergie (AIE), dans son World Energy Outlook 2024 paru récemment. Selon l’organisation, cette croissance (qui représente une hausse en pourcentage de 400%) dépendra de plusieurs facteurs, y compris la « production au Zimbabwe et de nouvelles découvertes au Nigeria ». Dans le détail, la lecture faite par Agence Ecofin des données de l’AIE montre qu’en 2030, la production de lithium en Afrique devrait totaliser 53 000 tonnes dans le scénario de base, et pourrait s’élever jusqu’à 70 000 tonnes dans le scénario le plus optimiste. Dans

un autre rapport paru cette année et intitulé « Global Critical Minerals Outlook 2024 », l’organisation indiquait que « l’extraction du lithium est un phénomène récent en Afrique, où la production du Zimbabwe s’est récemment intensifiée, avec environ 9 000 tonnes de lithium exporté chaque année sous forme de concentrés de divers minerais de roche dure [...] ». Le continent devrait être l’une des régions concentrant le plus de projets de lithium entre 2023 et 2030. « Certaines activités minières artisanales et à petite échelle (ASM) informelles ont été signalées au Nigeria [...] ». Des capacités industrielles supplémentaires sont prévues au Zimbabwe, mais d’autres pays pourraient emboîter le pas, avec des projets en Éthiopie, au Mali, en Namibie, et potentiellement en République démocratique du Congo et au Ghana », explique l’AIE. Si le boom du lithium en Afrique était annoncé depuis plusieurs années, les différents projets ont enregistré du retard dans leurs développements. Selon

la base de données d’Ecofin Pro consacrée aux projets miniers en cours sur le continent, bien que le Mali, le Ghana ou encore la RDC aient progressé dans leurs plans pour le lithium, le Zimbabwe reste pour le moment l’unique producteur industriel du minéral en Afrique. Alors qu’en 2020, des opportunités intéressantes étaient annoncées sur le marché du lithium pour ces différents pays, le chilien Cochilco prévoyant une demande mondiale qui devait augmenter pour atteindre 2 millions de tonnes à la fin de la décennie, la donne a quelque peu changé depuis. Portés par ces prévisions optimistes, les prix de l’hydroxyde et du carbonate de lithium ont grimpé à plus de 70 000 dollars la tonne en 2022. Ils n’ont cependant pas tardé à s’effondrer à environ 11 000 dollars la tonne en septembre 2024, en raison d’une production (194 000 tonnes en 2023, selon l’AIE) qui a évolué beaucoup plus vite que la demande (165 000 tonnes en 2023). Toutefois, d’ici 2030, les prix du li-

thium devraient remonter selon plusieurs analystes, grâce notamment à une hausse de la demande de lithium pour les énergies propres. Selon l’AIE, ce secteur aura besoin de 616 000 tonnes de lithium en 2030 (contre 92 000 tonnes en 2023) et les prévisions de croissance de l’offre ne devraient pas suffire à satisfaire les besoins supplémentaires. Pour la firme Benchmark Mineral Intelligence, il sera intéressant de surveiller l’évolution du marché en 2025 alors que les premiers signes de pénurie pourraient survenir. Rien n’est cependant acquis pour les pays africains qui doivent encore concrétiser leurs plans pour respecter les calendriers de développement actuels. Dans le scénario où le Mali, la RDC ou encore le Ghana rejoignent avant 2030 le cercle des producteurs, ils devront également faire face à une concurrence de taille. Les trois plus grands producteurs de lithium d’ici la fin de la décennie devraient être l’Australie, la Chine et le Chili, selon l’AIE.

POINT-MARCHÉS

Les places asiatiques portées par la hausse des actions américaines

Les places asiatiques progressent mardi 19 novembre en milieu de journée, inspirées par le mouvement haussier de la Tech la veille à la Bourse de New York tout en observant une certaine prudence avant l'annonce des résultats de l'américain Nvidia.

Tokyo inspirée par les semi-conducteurs

Sur la place nippone, l'indice vedette Nik-kei a terminé les échanges matinaux en hausse de 0,55% à 38.429,37 points, l'indice élargi Topix gagnant 0,47% à 2.704,47 points. Le rebond de l'indice Nasdaq à la Bourse de New York profitait notamment à certaines valeurs japonaises liées aux semi-conducteurs: Advantest gagnait 4,17% et Sumco 0,51%, Tokyo Elec-tron restant à l'équilibre (+0,02%). Les marchés japonais tempèrent cependant leur entrain avant l'annonce mercredi des résultats du géant américain des semi-conducteurs Nvidia, devenu début novembre la première capitalisation mondiale après avoir dépassé Apple. «Avec sa position dominante en termes de

capitalisation boursière et d'intelligence artificielle, Nvidia est devenue le poids lourd ultime du marché», et ses résultats seront «un moment décisif pour alimen-ter (ou non) l'optimisme alimenté par l'IA», a souligné Stephen Innes de SPI Asset Management.

Le yen suspendu à la BoJ

Les opérateurs continuent également à évaluer les probabilités d'une hausse de taux de la Banque du Japon (BoJ) en dé-cembre, après que son gouverneur Kazuo Ueda a laissé entendre lundi qu'une telle décision monétaire n'était pas exclue, ce qui a pesé sur la devise nippone. «Avec l'affaiblissement du yen par rapport au dollar, la possibilité d'une hausse des taux

lors de la réunion de décembre est sus-ceptible d'être une préoccupation du mar-ché à l'avenir», a commenté Takuma Ikemoto, analyste de marché chez Tokai Tokyo Intelligence Lab. Vers 02h20 GMT, le billet vert progressait à 154,13 yens pour un dollar.

Les Bourses chinoises prudentes

Les places chinoises bénéficient égale-ment des gains de la tech américaine, dans un climat de nervosité persistante après la déception liée aux récentes an-nonces de mesures de relance de Pékin et aux craintes de tensions commerciales sino-américaines accrues. Vers 02h25 GMT à Hong Kong, l'indice Hang Seng s'appréciait de 0,35% à 19.645,60 points. L'indice composite de Shanghai reculait de 0,24% et celui de Shanghai gagnait 0,37%.

L'or noir toujours dans le vert

Les cours du pétrole poursuivent leur as-cension mardi après avoir terminé en forte hausse lundi, gonflés par l'arrêt du principal champ norvégien et par des craintes d'élargissement du conflit entre Russie et Ukraine. Vers 02h20 GMT, le prix du baril de Brent de la mer du Nord progressait de 0,14% à 73,40 dollars, et celui de West Texas Inter-mediate (WTI) américain gagnait égale-ment 0,14% à 69,26 dollars.

Le bitcoin à 91.000 dollars

Le bitcoin reprend son souffle après avoir dépassé la veille les 92.500 dollars, non loin de son record absolu de la semaine dernière. Vers 02h00 GMT la star des cryptomonnaies oscillait autour de 91.000 dollars.

Les marchés attentistes avant les résultats du mastodonte Nvidia

Les Bourses mondiales ont évolué en ordre dispersé lundi, avant la publication mer-credi des résultats du géant technologique américain Nvidia, première capitalisation mon-diale, tout en gardant un œil sur les nomina-tions du futur gouvernement de Donald Trump. A la clôture en Europe, Francfort (-0,11%) et Paris (+0,12%) sont restés proches de l'équili-bre. Londres a pris 0,57%. Milan a nettement reculé de 1,27%. A Wall Street, le Dow Jones a abandonné 0,13%, tandis que l'indice Nas-daq a gagné 0,60% et l'indice élargi S&P 500 0,39%. Dans ce contexte, le billet vert reculait (-0,48%) vers 19H40 GMT face à la monnaie unique, à 1,0591 dollar pour un euro, après

avoir fortement grimpé ces deux dernières se-maines. Le bitcoin s'échangeait lui à 91.232 dollars, après s'être envolé de plus de 17% au cours de la semaine précédente, porté par le programme de libéralisation du secteur de Do-nald Trump. Les cours du pétrole ont terminé en forte hausse lundi, aiguillonnés notamment par un l'arrêt du principal champ norvégien. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour li-vraison en janvier est monté de 3,18%, pour clôturer à 73,30 dollars. Son équivalent améri-cain, le West Texas Intermediate (WTI) avec échéance en décembre, a lui grimpé de 3,19%, à 69,16 dollars.

MALGRÉ LES INCERTITUDES QUI S'ACCUMULENT

L'Europe progresse à l'ouverture

Les principales Bourses européennes ont ouvert en hausse mardi avant la publication des chiffres de Nvidia mer-credi et alors que la trajectoire politique et monétaire aux Etats-Unis demeure floue. À Paris, le CAC 40 se hisse de 0,12% à 7.286,76 points vers 08h01 GMT. Le Dax à Francfort se renforce de 0,01%, tandis que le FTSE à Londres progresse de 0,26%. L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 prend 0,25%, l'EuroStoxx 50 gagne 0,10% et le Stoxx 600 croît de 0,23%. Le fabricant de semi-conducteurs améri-cain, première capitalisation boursière du monde, publiera ses résultats mercredi. Le titre représente un tiers du S&P 500, et un quart de la performance de l'indice cette année, souligne John Plassard, directeur chez Mirabaud. "En cas de baisse de l'action, les effets

pourraient être significatifs, notamment en termes de perte de capital pour les déten-teurs étrangers et d'impact sur les flux de capitaux vers le marché américain", pré-vient l'observateur. Les investisseurs attendent par ailleurs da-vantage de précisions sur la composition du gouvernement Trump, le poste de secrétaire du Trésor et celui du représentant au Com-merce, essentiels pour les marchés, de-meurant à pourvoir. Enfin, l'assouplissement monétaire débuté aux Etats-Unis pourrait se révéler moins im-portant que prévu, la résistance de l'écono-mie américaine et le ralentissement heurté de la dynamique des prix incitant la Réserve fédérale à la prudence. Aux valeurs, ADP gagne 6% après avoir fait état d'une hausse de 6,5% de son trafic total au cours du mois d'octobre.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 18 Novembre 2024 Valeur : 20 Novembre 2024					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		133.5302	133.5452
1	EUR	EURO		140.7809	140.8234
1	GBP	POUND STERLING		168.5136	168.5538
100	JPY	JAPANESE YEN		86.2877	86.3030
1	CNY	CHINESE YUAN		18.4307	18.4335
1	CHF	SWISS FRANC		150.4905	150.5243
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		94.7493	94.7667
1	DKK	DANISH KRONE		18.8767	18.8799
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.1462	12.1496
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.0174	12.0223
1	AED	UAE DIRHAM		36.3545	36.3596
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.5720	35.5817
1	KWD	KUWAITI DINAR		433.9623	434.2933
1	TND	TUNISIAN DINAR		41.9963	42.4184
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.3790	13.3805
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.2533	27.3928
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3467	3.3571
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		175.5454	175.5454

BOURSE ZURICH

Vers une ouverture en petite hausse

La Bourse suisse s'acheminait mardi vers une ouverture positive, nonobstant des signaux brouillés en provenance d'outre-Atlantique. Les indices new-yorkais se sont en effet éparpillés pour leur pre-mière séance de la semaine, le Dow Jones abandonnant 0,13% quand le Nasdaq s'est adjugé 0,60%. "Les indices européens devraient ouvrir en légère hausse ce matin malgré les interro-gations entourant les questions politiques (quels seront les nouveaux membres du gouvernement Trump), géopolitique (les ten-sions en Ukraine n'ont jamais été aussi éle-vées) et microéconomiques (Nvidia publiera

ses résultats demain soir)," croit savoir John Plassard, pour Mirabaud Banque. Sur le front conjoncturel, le commerce exté-rieur helvétique a engendré en octobre un excédent de près de 6 milliards de francs suisses. Les exportations horlogères par contre ont connu un nouveau mois de dé-croissance. Figure encore notamment au programme l'inflation en zone euro sur la même période, puis des indicateurs sur le marché immobilier au pays de l'oncle Sam. A 08h12, le pré-SMI extrapolé par Julius Bär s'enrobait de 0,17% à 11'659,17 points, sur un large front vert. Sonova (-0,7%) semblait bien seul du mau-

vais côté de l'équilibre. Le spécialiste de l'audition a publié une performance semes-trielle décevante en termes de rentabilité, espérant redresser la barre dès la seconde moitié de l'année. Le paquebot alimentaire Nestlé (+0,6%) jouait les remorqueurs, qui s'est fendu d'une nouvelle feuille de route à plus ou moins brève échéance sous la houlette de son nouveau timonier Laurent Freixe. La multi-nationale prépare parallèlement le terrain à une externalisation des activités probléma-tiques dans les eaux et autres boissons. Les poids lourds pharmaceutiques Novartis et Roche, comme l'ensemble des autres va-

leurs vedettes, grappillaient autour de 0,1%. Sur le marché élargi, le sous-traitant auto-mobile Autoneum (+1,1%) prend les com-mandes de son homologue chinois Jiangsu Huanyu, pour 75 millions de francs suisses. Le fournisseur de l'industrie pharmaceutique Siegfried (+0,1%) a inauguré son nouveau centre de recherche valaisan, créant quelque 100 postes de travail. Le développeur de substituts osseux Kuros (pas couvert) se lance dans les extrémités, en plus de ses activités existantes autour de la colonne vertébrale.

PAYS DU G20

Unis par la volonté de taxer les super-riches

Poussée par le Brésil, qui présidait l'enceinte, l'idée de créer un impôt minimum sur les plus fortunés n'a pas fait consensus, mais un compromis s'est dégagé pour inciter chacun à davantage les taxer.

Les ministres des Finances du G20 ont confirmé à Washington leur volonté de «coopération» sur une taxation accrue des super-riches, quelques semaines avant une réunion des chefs d'Etats et de gouvernement en novembre dont ce sera l'un des principaux enjeux.

«Dans le plein respect de la souveraineté fiscale, nous sommes impatients de discuter des domaines potentiels de coopération afin de garantir que les personnes très fortunées soient imposées de manière efficace», est-il écrit dans le communiqué final du G20 des ministres des Finances à Washington publié jeudi en marge des réunions du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM).

«Nous continuerons à travailler ensemble à la mise en place d'un système fiscal international plus équitable, plus inclusif, plus stable et plus efficace, adapté au 21^e siècle, en réaffirmant notre engagement en faveur de la transparence fiscale et en encourageant le dialogue mondial sur l'imposition effective, y compris des per-



sonnes très fortunées», est-il également écrit dans le communiqué final du G20.

Pas d'impôt minimum mondial

Sans réussir à s'accorder sur la mise en place d'un impôt minimum mondial sur les super-riches comme c'était le souhait du Brésil qui préside l'enceinte cette an-

née, les pays du G20 s'étaient engagés en juillet au cours d'une précédente réunion des ministres des Finances à «coopérer» pour que les plus grandes fortunes soient davantage taxées, au nom de la lutte contre les inégalités. Poussée par le Brésil du président de gauche Luiz Inacio Lula da Silva, l'idée de créer un impôt minimum sur les plus fortunés n'a pas fait consensus, mais un compromis s'est dégagé pour inciter chacun à davantage les taxer.

«La réunion ministérielle du G20 d'aujourd'hui reflète l'émergence d'un consensus entre les plus grandes économies du monde pour réduire les inégalités extrêmes en veillant à ce que les ultra-riches paient leur juste part», s'est félicitée jeudi Susana Ruiz, responsable de la fiscalité à Oxfam International, dans une déclaration transmise à l'AFP. Les chefs d'Etat et de gouvernement du G20 doivent désormais avaliser leur engagement sur cette question lors d'un prochain G20 à Rio de Janeiro en novembre, qui se tiendra juste après les élections américaines.

ESPAGNE

Le ratio de dette publique a reculé à 104,4% du PIB au troisième trimestre

Le niveau de dette publique de l'Espagne a reculé au troisième trimestre à 104,4% du produit intérieur brut (PIB), à la faveur de la forte croissance économique des derniers mois, selon les données publiées lundi par la Banque d'Espagne. La dette de l'ensemble des administrations publiques espagnoles, mesurée selon les critères de Maastricht, a atteint au total 1.637 milliards d'euros fin septembre, précise la banque centrale dans un communiqué. En valeur abso-

lue, ce chiffre est supérieur à celui de la fin du deuxième trimestre (1.626 milliards d'euros) ainsi qu'à celui de la même période de 2023 (1.578 milliards d'euros). Mais rapporté au PIB, il s'affiche en baisse de 0,9 point par rapport aux 105,3% du deuxième trimestre et de trois points par rapport aux 107,4% d'il y a un an. Cette baisse, obtenue malgré une hausse des dépenses de l'Etat central, des administrations de sécurité sociale et des collectivités locales, s'explique

par la forte croissance économique de l'Espagne depuis des mois. Selon l'Institut national de la statistique, le PIB espagnol a grimpé de 0,8% au deuxième et au troisième trimestre, après 0,9% entre janvier et mars, grâce au dynamisme du secteur touristique et des exportations. Cette forte croissance, synonyme de rentrées fiscales accrues, a permis au ratio de dette espagnole, figurant parmi les plus élevés de l'Union européenne, de reculer nettement depuis un an.

La dette espagnole avait grimpé de près de 10% en 2020 pour atteindre 125,3% au premier trimestre 2021, en raison des mesures prises face au Covid-19, qui ont entraîné une explosion des dépenses publiques. Le Premier ministre socialiste Pedro Sánchez s'est engagé à la réduire à 102,5% du PIB fin 2024, ce qui ramènerait le déficit public sous la barre symbolique des 3%, pour la première fois depuis 2018.

ETATS UNIS

Le constructeur aéronautique Boeing démarre son plan de réduction des effectifs, avec 2200 licenciements sur ses sites historiques

En proie à des problèmes de qualité de sa production, le groupe américain a annoncé le 12 octobre son intention de réduire ses effectifs mondiaux de 10% dans les prochains mois. Le constructeur aéronautique Boeing a envoyé les premières notifications de licenciement, dans le cadre du plan de réduction de 10% de ses effectifs mondiaux, qui concernent près de 2200 personnes dans le seul Etat de Washington (nord-ouest). Les entreprises américaines doivent adresser

aux autorités locales des déclarations dites WARN (Workeradjustment and retraining notification) soixante jours avant tout licenciement. Le groupe, en proie à des problèmes de qualité de sa production et qui vient de subir une grève de plus de 50 jours ayant paralysé deux usines cruciales, a annoncé le 12 octobre son intention de réduire ses effectifs mondiaux de 10% dans les prochains mois, sans autre détail. Au 31 décembre 2023, il employait 170.688 personnes. Selon un docu-

ment rendu public lundi par le Service de sécurité de l'Emploi de l'Etat de Washington, l'avionneur américain a décidé d'y licencier 2.199 personnes à partir du 20 décembre.

«Nous ajustons le niveau de nos effectifs»

Au 31 décembre 2023, il employait 66.797 personnes dans cet Etat où il a vu le jour en juillet 1926 et où se trouvent notamment les chaînes d'assemblage du 737 à Renton - son avion le plus vendu -, du

777, du 767 et de plusieurs programmes militaires à Everett. Ces deux usines, situées près de Seattle, ont été bloquées par la grève de plus de 33.000 membres de la branche locale du syndicat des machinistes (IAM) dans le contexte des négociations du nouvel accord social.

«Comme annoncé précédemment, nous ajustons le niveau de nos effectifs pour nous aligner sur notre réalité financière et nos nouvelles priorités», a indiqué le groupe. Selon Boeing, la plupart des em-

ployés recevant notification de licenciement cette semaine quitteront Boeing mi-janvier, avec des indemnités et une assurance-santé pendant trois mois. Le syndicat des ingénieurs SPEEA (Society of Professional Engineering Employees in Aerospace) a été prévenu jeudi soir que 438 de ses membres allaient être licenciés, selon un porte-parole. Il compte plus de 19.000 adhérents aux Etats-Unis, dont environ 16.500 travaillant chez Boeing (Washington, Oregon, Californie et Utah).

SUISSE

Les exportations rebondissent en octobre sous l'impulsion de la pharmacie

Les exportations de la Suisse ont nettement rebondi en octobre sous l'impulsion du secteur la chimie et de la pharmacie, annoncent mardi les douanes, affichant une hausse de 10,2% par rapport au mois précédent. Les exportations du pays alpin se sont montées à près de 24,4 milliards de francs suisses (26 milliards d'euros) en octobre tandis que les importations ont augmenté de 1,8% à 18,4 milliards de francs, a indiqué l'office fédéral de la douane dans un communiqué. Ce rebond des exportations a fait gonfler le solde de la balance commerciale à 5,97 milliards de francs suisses (6,38 milliards d'euros) pour le mois écoulé, contre 4 milliards de francs en septembre.

Les exportations du secteur de la chimie et de la pharmacie, le premier secteur d'exportations de la Suisse, se sont accrues de 15,6% en octobre par rapport au mois précédent. Le secteur des machines et équipements électroniques a de son côté enregistré un rebond de 3,1% de ses exportations tandis que celles du secteur des métaux se sont inscrites en hausse de 4,8%. Au troisième trimestre, l'industrie a freiné la croissance de la Suisse, les entreprises exportatrices pâtissant d'une baisse de la demande venant notamment d'Allemagne, le premier partenaire commercial de la Suisse en Europe. Les difficultés de l'industrie automobile allemande se répercutent notamment sur les entreprises du secteur des métaux en Suisse.

Au troisième trimestre, les exportations du secteur des métaux avaient chuté de 7,9% par rapport au trimestre précédent tandis que celles des machines et équipements électroniques s'étaient contractées de 1,1%. La semaine passée, l'aciériste SwissSteel a annoncé la suppression de 800 postes en Suisse et sur ses sites à l'étranger, avec pour objectif de ramener ses effectifs sous la barre des 7.000 employés d'ici la fin du premier semestre 2025. Le groupe basé à Lucerne avait expliqué cette décision par la nécessité d'adapter ses capacités de production aux conditions économiques actuelles, face «à la faiblesse de la demande dans l'industrie manufacturière européenne».

JIYUE ROBO X

Ceci n'est pas une Lotus

Née d'une association entre le groupe Geely et le gant chinois d'internet Baidu, la JiYue Robo X est une hypercar électrique aux faux airs de Lotus moderne mais capable de rouler toute seule !



Mais où s'arrêteront les Chinois ? Le groupe Geely, déjà propriétaire de Lotus, Polestar, Smart et Volvo en plus de Zeekr et Lynk & Co – pour les marques distribuées en Europe – ajoute un nouveau blason à sa collection en s'associant à Baidu, géant technologique chinois, pour créer JiYue. Cette marque inédite a présenté une hypercar baptisée Robo X. Double particularité, elle est électrique – c'était prévisible – et pourra rouler de manière totalement autonome – voilà qui coule moins de source pour une voiture à vocation sportive – grâce à la technologie de Baidu.

2000 ch sans les mains ?

JiYue ne se montre certes pas généreuse en informations techniques sur cette Robo X. Tout juste sait-on que cette hypercar dont le style évoque ouvertement certaines créations récentes – et électriques – de Lotus (mélange entre l'Evija et la Theory 1 Concept, phares évoquant ceux des Eletre et Emeya, etc...) sera dotée de quatre moteurs électriques à refroidissement liquide qui lui permettront d'abattre le 0 à 100 km/h en 1,9 s. Une puissance combinée



de l'ordre de 2000 ch n'est donc pas une hérésie. Construite autour d'une coque en carbone et donnée pour une masse contenue sous la barre des 1850 kg, la Robo X annonce une autonomie de 650 km. Probablement selon le cycle chinois CLTP, donc aux environs de 500 km en WLTP. Détail intrigant, elle est dispose

d'un renfort structurel sécuritaire similaire au Halo des monoplaces de Formule 1. Il serait intéressant de voir ce cela donne en termes de visibilité sur une voiture de série et équipée d'un pare-brise. Un gros travail a été réalisé sur l'aérodynamique de la Robo X pour assurer la stabilité et générer beaucoup

d'appui pour les performances. L'ensemble est plutôt réussi et abouti mais la prise d'air sur le toit et la "baie moteur" font regretter de ne pas trouver un bon V12 ou V8 suralimenté sous le capot ! Mais l'intérêt principal – pour les geeks à tout le moins – concerne la capacité de conduite autonome à grande vitesse qui serait permise grâce au recours à la technologie de conduite autonome Apollo développée par Baidu. L'association entre ces deux géants chinois que sont Geely et Baidu apporte de la crédibilité à cette voiture de prime abord fantasque. Au même titre que l'ouverture des réservations – contre un acompte d'environ 7000 € - avec des premières livraisons prévues en 2027, lorsque la conduite autonome sera légalisée en Chine. Voilà qui donnerait à réfléchir du côté de Rimac dont la Neverra peine à se vendre et qui prévoit le lancement d'un robotaxi baptisé Verne en Europe. Ou à Tesla et Elon Musk qui comptent sur l'avènement de la deuxième administration Trump pour accélérer le développement et la commercialisation de véhicules autonomes sans conducteur aux États-Unis, en commençant par le Tesla Cybercab.

Kymco poursuit son projet électrique RevoNex

Passer de deux ou cinq places à un immense coffre de plus de 3 000 dm³ ? C'est ce que propose Volkswagen avec la version Flexible de son Caddy. L'utilitaire ultra modulable est désormais disponible à la commande en France. Chez Volkswagen, la gamme utilitaire vit, en France, dans l'ombre des deux mastodontes que sont Renault et Stellantis. Au rayon des petits modèles, nous retrouvons notamment le Volkswagen Caddy, un modèle qui a été renouvelé il y a quelques mois et qui est même disponible en hybride rechargeable. C'est l'équivalent d'un Renault Kangoo ou encore d'un Peugeot Rifter.

Un coffre gigantesque en un clin d'œil

Conçu à la fois comme un ludospace et comme un utilitaire selon les versions, Volkswagen a lancé

une version Flexible il y a quelques semaines. L'objectif est simple : allier le meilleur des deux mondes, avec la possibilité d'avoir un véhicule disposant de deux ou cinq places, mais aussi d'un volume de chargement stratosphérique en enlevant la banquette arrière. Cette version Flexible repose sur le Caddy Cargo, réservé aux professionnels. Il est uniquement disponible avec la version Maxi, c'est-à-dire celle disposant d'un empattement long. Dans les faits, les sièges de la seconde rangée, fixés à la cloison, peuvent se déplier, permettant ainsi de passer en configuration deux ou cinq places assises. De quoi agrandir en quelques secondes le compartiment de chargement, et passer ainsi à 3 100 dm³ grâce également à une cloison modulable. Jusqu'à deux palettes peuvent même être chargées l'une derrière

l'autre, comme sur les modèles sans banquette. L'espace de chargement est aussi accessible par les deux portes coulissantes.

Une offre limitée à deux moteurs diesel

La version Cargo du Volkswagen Caddy faisant l'impasse sur l'hybride rechargeable, cette déclinaison Flexible n'est proposée qu'avec deux motorisations diesel en France : le quatre cylindres 2,0 l TDI de 102 ch associé à une boîte manuelle à six rapports et le 2,0 l TDI de 122 ch jumelé à une boîte automatique double embrayage DSG à sept rapports.

Dotation sérieuse

Concernant les prix, il faudra compter 35 200 € pour une finition Business avec le moteur de 102 ch, et 38 500 € pour la version plus puissante. À ce niveau de



prix, la dotation est plutôt généreuse, puisque la finition Business embarque, de série, le Pack Technique (airbags latéraux et rideaux pour le conducteur et le passager), le système Front Assist, l'assistance au maintien de voie, la caméra de recul, le volant multifonction, le système de contrôle de l'état des pneus, les

portes coulissantes à droite et à gauche dans le compartiment de charge/passagers, la banquette arrière rabattable en bloc pour la transformation en cloison, le système d'instrumentation digital "Digital Cockpit Pro", le régulateur et limiteur de vitesse, App-Connect sans fil, la climatisation ou encore un écran tactile de 10 pouces.

Modernisation tous azimuts du SI chez Deutsche Börse

Grâce au cloud, l'organisation boursière rend son IT interne plus flexible et plus simplement accessible. La transition a toutefois nécessité une remise à plat de monitoring, pour garantir la qualité de l'expérience utilisateur.

En tant qu'organisation boursière internationale, Deutsche Börse Group opère dans un environnement très réglementé. En même temps, l'entreprise, qui emploie plus de 14 500 personnes dans le monde entier - notamment à Luxembourg, Prague, Cork, Londres, New York, Chicago, Hong Kong, Singapour, Pékin, Tokyo et Sydney - est une entreprise technologique qui couvre toute la chaîne des transactions sur les marchés financiers. Cela comprend par exemple, la mise à disposition d'indices, de données, de solutions logicielles, SaaS et analytiques ainsi que le négoce et la compensation. S'y ajoutent les services de fonds, le règlement et la conservation d'instruments financiers ainsi que la gestion des garanties et liquidités. En conséquence, les innovations technologiques font partie de l'ADN de Deutsche Börse Group. Ainsi, en tant que fournisseur d'infrastructures de marché, il développe également des solutions IT et propose des services informatiques dans le monde entier.

Focalisation sur les solutions basées sur le cloud

Le groupe Deutsche Börse s'est penché très tôt sur le sujet de la transformation numérique et s'est fixé pour objectif de jouer un rôle de pionnier dans ce domaine. L'élément central est la transition sûre et efficace des infrastructures locales vers des solutions basées sur le cloud, comme l'explique François Leveling, responsable cloud de l'IT Corporate au sein du groupe. La transformation ne comprend pas seulement une stratégie de lift and shift sur le cloud, mais aussi l'évaluation des conversions potentielles vers des applications en SaaS. L'objectif ultime, comme l'explique François Leveling, est l'indépendance vis-à-vis des matériels, afin de permettre l'accès à n'importe quelle application depuis n'importe quel appareil. Dans la pratique, cela reste un défi, car le responsable et son équipe gèrent environ 150 applications informatiques. Toutes



les applications SAP en font partie, par exemple. L'équipe s'occupe également de Microsoft 365 et de la gestion des appareils des utilisateurs finaux.

Modèle zero trust

Dans cette quête de l'indépendance vis-à-vis des terminaux, François Leveling estime qu'il est « important de disposer d'un modèle zero trust visant à éliminer la dépendance au réseau d'entreprise et à améliorer l'expérience du travail à distance ». Dans ce contexte, outre l'accès aux applications, l'expérience utilisateur est une priorité absolue. Le responsable informatique explique à ce sujet : « Nous avons mis en place une expérience numérique forte pour les employés et nous l'améliorons continuellement. Dans ce cadre, l'expérience utilisateur est surveillée et évaluée ». Pour s'en assurer, il mise sur une surveillance des connexions des utilisateurs. L'IT a pu mener de premières expérimentations à ce sujet pendant la pandémie.

Le Covid-19 comme galop d'essai

À l'époque, plus de 95 % du personnel devait travailler à domicile, comme dans de nombreuses autres entreprises. Un défi organisationnel, mais l'entreprise y était très bien préparée. Ainsi, l'équipement informatique et l'infrastructure ont pu être rapidement mis en place afin de garantir le bon déroulement des processus. La solution de Network Intelligence de la société Cisco ThousandEyes supporte l'entreprise dans cette démarche. Cette solution a été conçue pour aider les équipes informatiques à voir les réseaux cloud et Internet comme s'ils leur appartenaient. Des programmes de monitoring globaux sur les réseaux publics Internet, cloud et d'entreprise permettent de fournir une vue unifiée de la manière dont les clients et collaborateurs accèdent aux applications et aux services cloud et quelle est la qualité de l'expérience dont ils bénéficient.

Surveillance en temps réel

Avec ThousandEyes End-User Monitoring, le Deutsche Börse Group a une visibilité sur les applications internes et SaaS pour chaque employé, quel que soit l'endroit où il se trouve, y compris la performance des réseaux locaux, des FAI et des fournisseurs d'applications sous-jacents. En temps réel, la DSI obtient ainsi des informations sur les connexions LAN, WAN et Internet sans fil, ainsi que sur l'intégrité du système. En outre, le monitoring de bout en bout permet de détecter et de résoudre rapidement les problèmes de performance liés au WLAN, à la capacité de la bande passante, au routage du FAI, aux passerelles VPN, à la disponibilité SaaS, etc. Sans oublier la mesure des temps de chargement des pages web et d'autres indicateurs de performance importants.

Au-delà de la vision d'un APM

Si l'outil a connu son baptême du feu lors de la pandémie, il s'est avéré par la suite particulièrement utile lors d'attaques par déni de service, pour identifier et résoudre les problèmes. C'est ainsi qu'est née une solution de surveillance avec des agents répartis en permanence sur les sites du Deutsche Börse Group dans le monde entier. « Si des problèmes surviennent, nous avons rapidement une compréhension claire de la cause », souligne François Leveling. L'outil a par exemple montré que certains répéteurs WLAN n'étaient pas correctement placés et configurés dans les bureaux, entraînant une baisse des performances. Mais l'outil est également d'une aide précieuse lors du transfert des systèmes financiers vers le cloud et de la transition vers des applications SaaS. Il permet à la DSI de surveiller la performance des applications du point de vue de l'utilisateur. Un cas où les solutions traditionnelles de gestion des performances des applications (APM) montrent leurs limites, car elles ne tiennent souvent pas compte de l'ensemble de l'écosystème, de l'utilisateur final jusqu'aux applications cloud.

Starship : ne manquez pas le 6^e vol de la spectaculaire fusée d'Elon Musk !

Le prochain vol d'essai de Starship aura lieu ce mardi. Et SpaceX a de nouvelles ambitions après la réussite de son lancement précédent ! L'épopée SpaceX continue. L'entreprise d'Elon Musk avait en effet annoncé au début du mois avoir programmé un nouveau lancement de sa fusée Starship, la fusée la plus grande du monde. Et ce décollage aura lieu demain. Il devrait permettre de renouveler les exploits précédents, et de faire de nouveaux essais afin de récolter des données supplémentaires.

Un moteur Raptor de Starship sera rallumé en vol

SpaceX a une ambition : pouvoir ramener l'intégralité de la fusée Starship sur son pas de tir. Elle a déjà réussi l'exploit de ramener le lanceur super-lourd à l'endroit de son décollage au mois d'octobre dernier. Un succès qu'elle va tenter de renouveler durant le lancement d'aujourd'hui. « Le prochain test en vol de Starship vise à étendre les capacités du vaisseau et du popul-



seur et à se rapprocher de la réutilisation de l'ensemble du système » indique l'entreprise dans son communiqué. Ainsi, au-delà

du retour du lanceur super lourd, SpaceX va aussi effectuer plusieurs changements par rapport au vol d'essai n°5 d'octobre dernier. Le plus notable sera le rallumage d'un des six moteurs Raptor du vaisseau Starship au cours du vol suborbital.

Rendez-vous ce mardi 19 novembre pour le lancement

Le début d'un travail sur le vaisseau Starship, qui doit à terme lui aussi pouvoir revenir sur le pas de tir. Lors de ce 6^e vol d'essai, il amerrira, comme en octo-

bre dernier, dans l'océan Indien. Et pour ceux qui souhaitent suivre ce nouveau moment exceptionnel de la conquête spatiale, on rappelle que le décollage aura lieu ce mardi 19 novembre, au niveau de la base de Boca Chica au Texas, à 23h (heure de Paris). Pour pouvoir admirer le décollage en direct, il est possible de directement se rendre sur le site de SpaceX, qui le retransmettra en live. Pour les utilisateurs invités de X, SpaceX organisera aussi une transmission à partir de son compte @SpaceX.

Mots fléchés

Chagrin	↘					Laquais	↘	Condition	↘	Soldat américain	↘	Direction	↘
Charge		Conjointe	↘	Incapables	↘	Bain tourbillon		Couleur				Exécutée	
	↘						↘		↘				↘
Ne plus être montrés du doigt		Accouple-ment		Rude	→					Vu	Prénom anglais	Nitru- re d'uranium	→
	↘		↘									Bêcheurs	
										↘	↘	↘	
Au secours	→			Embarrassée		Reptile saurien	→						Retirée
Traquenard	→			↘		Négation	→			Drame japonais	→		↘
Chance						Rongé				Château pour Diane de Poitiers		Petit os et jeu	
	↘			Dieu gaulois	→		↘			Intonations		Pied déformé	→
				Pour							Agence spatiale européenne		
Prédilections		Période	→		Train de banlieue		Bourrique	→					
	↘	Agacer					Bringue						
			↘		↘		↘					Sélénium	→
												Épuisas	
Ainsi soit-il	Contestée	→				Intervalle musical	→						Alcaloïde tirée de la fève de Calabar
	Touffeur					Pièces de vaisselle							
	↘			Espèce humaine Catastro- phique	→					Petit tour	Bière anglaise Victoire impériale	→	↘
Conjonction de coordi- nation	→		Prénom masculin		Bateaux plats	→				↘	↘		
Vêtements de laquais			↘										
	↘							Nombre	→				
Socles pour golfeur	→				Égouttoirs	→							Relatif a une partie du globe
Loyer agricole					Groupe- ment d'explo- itations agricoles	↘				Mot de peste	→		↘
							Deux romain	Petit gaspillage	→				
								Restaurant					
Courroux		Renard polaire	→				↘			Massif	Petit saint	Pronom personnel	→
	↘	Conséquence								↘	↘		
			Pis	→								Laize	→
			Métal précieux										
Proposition	Vigueur	→	↘				Commune du Vaucluse	→				Moteur à injection directe	Petits ruisseaux
	Fonds monétaires						Grand pays	↘					↘
	↘				Téta	→					Il peut être nourri	→	
					Note de musique	↘							
Personnel	→		Roi Alaman	→		Sport	→				Dense	→	
Meuble d'une chambre													
	↘		Nom portée par Marie d'Antioche	→				Secrétées par une chenille	→				

Le Brent à 73 dollars

Les cours du pétrole baissent légèrement mardi, avec la reprise partielle de la production du champ pétrolier norvégien de Sverdrup. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en janvier, perdait 0,40% à 73,01 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en décembre, chute de 0,53% à 68,79 dollars. Le champ pétrolier Johan Sverdrup, opéré par Equinor, a partiellement redémarré sa production, après une panne de courant qui avait conduit à l'arrêt des opérations la veille. Le champ pétrolier "représente environ 36% de la production totale de pétrole de la Norvège", ce qui en fait un acteur essentiel de la production du pays, précisent des analystes. La veille, l'arrêt imprévu de Sverdrup avait entraîné une hausse considérable des prix, rapportent les analystes, précisant que le retour rapide à la normale du volume produit fait logiquement reculer les prix du brut.



COLLOQUE
INTERNATIONAL SUR LA
CONTREFAÇON
Tenue de la 7e
édition le 16
décembre à Alger

La 7e édition du Colloque international sur la contrefaçon en Algérie, qui sera dédiée aux produits pharmaceutiques, se tiendra le 16 décembre prochain à Alger, a indiqué mardi World Trade Center Algiers (WTCA), organisateur de l'événement. Il s'agira d'une rencontre "fondée sur une approche autant technique qu'opérationnelle, en collaboration avec les institutions publiques compétentes, des organismes internationaux spécialisés ainsi que des experts du domaine", selon un communiqué de WTCA. L'évènement sera l'occasion de débattre de thématiques axées sur le rôle des douanes en matière de lutte contre la contrefaçon, les initiatives de lutte contre le fléau, ainsi que les stratégies technologiques pour sécuriser la chaîne d'approvisionnement pharmaceutique. Les débats porteront également sur la protection des patients et consommateurs à l'ère de l'e-market, et les aspects juridiques pour lutter contre la contrefaçon, ajoute la même source.

Le dollar se renforce
face aux autres
monnaies

Le dollar continue sa course mardi, porté par les perspectives de politiques inflationnistes du président américain élu Donald Trump, qui doit être investi le 20 janvier prochain. La devise américaine grimpe de 0,44% contre l'euro, à 1,0552 dollar, et avance de 0,34% face à la livre, à 1,2634 dollar. Après un petit déclin la veille, le billet vert reprend de l'allant mardi, alors que la probabilité d'une baisse des taux de la Réserve fédérale (Fed) lors de sa prochaine réunion des 17 et 18 décembre s'atténue, soulignent des analystes. "Les marchés considèrent les dépenses budgétaires prévues" par le président élu Donald Trump, à savoir "les droits de douane plus élevés et le durcissement de l'immigration, comme inflationnistes", relèvent les analystes. Ces politiques "pourraient ainsi entraver les baisses de taux de la Fed à un moment où une série de données économiques solides restreint déjà les marges de manoeuvre" de la banque centrale américaine. En zone euro, l'inflation s'est affichée mardi à 2% sur un an en octobre, conforme aux attentes, ce qui n'a pas entravé la baisse de l'euro.

LE NOUVEAU MINISTRE DE LA COMMUNICATION PREND SES FONCTIONS

«Le service du citoyen
est la boussole qui nous guide»

M. Meziane a pris, mardi à Alger, ses fonctions à la tête du ministère de la Communication, en remplacement de M. Mohamed Laagab, et ce, suite au remaniement du Gouvernement opéré, lundi, par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Lors de la cérémonie de passation des pouvoirs, M. Meziane a exprimé sa profonde gratitude au président de la République pour la confiance qu'il a placée en sa personne pour occuper ce poste dans ces circonstances "particulières" afin de contribuer, a-t-il dit, par "des efforts inlassables à permettre au secteur médiatique national de réaliser des avancées qualitatives supplé-

mentaires pour être à la hauteur de la réputation et de la position de l'Algérie au niveau international, ainsi que de ses valeurs culturelles, son poids et ses aspirations". Le ministre de la Communication a affirmé que l'une des premières actions qu'il prendra aura pour objectif d'œuvrer à promouvoir le secteur médiatique, tous organes confondus, aux plus hauts niveaux, soulignant que le service du citoyen est "la boussole qui nous guide". "Après l'analyse, l'évaluation, la réflexion et la prospection, nous lancerons les chantiers nécessaires afin de les transformer en plans d'action conformes aux dimensions politiques de ce secteur stratégique", a-t-il poursuivi.

Pour M. Meziane, "les transformations qualitatives que connaît l'Algérie nous incitent à faire preuve de vigilance et à s'imprégner des valeurs nationales en toutes circonstances", se disant convaincu que la situation actuelle "exige de nous une plus grande mobilisation pour contribuer au processus de développement et garantir le service public du secteur médiatique national". "Ces valeurs auxquelles nous croyons reflètent le parcours historique du secteur médiatique national", a-t-il soutenu. De son côté, M. Laagab a félicité le nouveau ministre de la Communication, lui souhaitant succès dans ses fonctions.

HYDROGÈNE VERT

Vers une coopération entre Sonatrach et la société belge
« John Cockerill »

Le Groupe Sonatrach a rencontré, hier à Bruxelles, le pionnier de l'hydrogène vert, « John Cockerill », pour discuter des opportunités de développement d'un partenariat futur dans le secteur de l'hydrogène vert, indique la compagnie nationale dans un communiqué. Le Président-Directeur Général du Groupe, Rachid Hachichi, a en effet tenu une réunion au stand de l'Algérie avec une délégation de la société belge « John Cockerill », précise la même source. Cette rencontre, qui s'est déroulée en marge de la Semaine Européenne de l'Hydrogène, qui se tient

du 18 au 22 novembre 2024 à Bruxelles, a eu lieu en présence de Son Excellence M. Mohamed Amine Bencherif, Ambassadeur d'Algérie à Bruxelles, ainsi que des cadres dirigeants du Groupe. La société « John Cockerill », spécialisée dans le développement de solutions technologiques pour les énergies renouvelables, notamment dans la fabrication d'électrolyseurs destinés à la production d'hydrogène vert, a présenté ses dernières innovations, solutions et services dans les domaines de la production, du transport et de la commercialisation de l'hydrogène vert.

Lors de cette réunion, le PDG de Sonatrach a exposé la stratégie algérienne de développement de cette filière, soulignant le potentiel considérable de l'Algérie dans ce secteur. Il a également précisé que l'Algérie, notamment à travers l'entreprise nationale Sonatrach, cherche à jouer un rôle de premier plan dans la production d'hydrogène vert, en s'appuyant sur ses vastes ressources en énergies renouvelables, sa position géographique stratégique et son expertise reconnue dans le domaine de l'énergie, ce qui fait d'elle un partenaire de choix pour approvisionner

le marché européen en cette énergie propre. Par ailleurs, Rachid Hachichi a présenté, selon la même source, la nouvelle stratégie climatique de Sonatrach, qui vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre, à augmenter l'intégration des énergies renouvelables et à développer des solutions pour capter le carbone, tant à partir de sources naturelles que technologiques. Cette stratégie cherche à atteindre un équilibre entre les émissions et leur absorption par les puits de carbone.

Z R.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Ouverture officielle de "Ecole du jeune leader" à l'Université d'Alger 1

Le recteur de l'Université d'Alger 1, Fares Mokhtari a annoncé, mardi à Alger, le lancement officiel du projet éducatif "Ecole du jeune leader" (School of young leader) et ce, dans le cadre de la coopération scientifique et académique entre l'Université d'Alger 1 Benyoucef-Benkhedda et l'Université fédérale du Caucase du nord (Russie). S'exprimant à cette occasion, M. Mokhtari a expliqué que cette manifestation scientifique de deux jours s'inscrivait dans le cadre de la coopération scientifique et académique entre les deux établissements d'enseignement, ap-

pelant les étudiants à développer leurs compétences scientifiques lors de cette formation qui se veut "une opportunité pour s'initier aux connaissances au niveau des universités internationales". De son côté, le recteur de l'Université fédérale du Caucase du Nord, Dmitry Beshpalov a salué "l'engouement des étudiants pour cette initiative éducative lancée début 2019 et organisée dans dix (10) pays africains et asiatiques, laquelle permet aux étudiants universitaires de suivre une formation en vue de renforcer leurs capacités de leadership dans

le domaine l'entrepreneuriat à l'avenir ". Le chargé d'affaires à l'ambassade de la Fédération de Russie en Algérie, Alexey Kocheshkov, a, pour sa part, salué "les liens d'amitié entre les deux pays, ainsi que le partenariat de longue date", basés a-t-il dit, "sur la confiance et le respect mutuels", des relations marquées ces dernières années par "un développement significatif sous la direction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et son homologue russe, Vladimir Poutine".

CLIMAT

Lula appelle le groupe du G20 à «ne pas repousser»
à 2025 la tâche de la COP29 à Bakou

Le président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva a appelé mardi les membres du G20 à "ne pas repousser" à 2025 la "tâche" des négociations climat en cours à la COP29 à Bakou. Lula, dont le pays accueillera la COP30 l'an prochain à Belem en Amazonie, a affirmé que "dans la lutte pour la survie, il n'y a pas de place pour le négationnisme et la désinfor-

mation", en ouverture d'une séance plénière sur les questions climatiques au deuxième jour du sommet du G20 à Rio de Janeiro. "Nous ne pouvons pas repousser à Belem la tâche de Bakou. La COP30 sera notre dernière chance d'éviter une rupture irréversible du système climatique", a également déclaré le président brésilien. A la confé-

rence de l'ONU sur le climat à Bakou, en Azerbaïdjan, où les négociations sont entrées dans la dernière ligne droite, la Déclaration conjointe du sommet du G20, publiée lundi soir, a suscité des réactions mitigées. Face aux dirigeants des plus grandes économies de la planète, Lula a rappelé son engagement à lutter contre la déforestation illégale en Amazonie d'ici

2030. "Même si plus aucun arbre n'est arraché, l'Amazonie restera menacée si le reste du monde ne remplit pas sa mission de contenir le réchauffement climatique", a-t-il lancé. Il a notamment suggéré que "les pays développés du G20 anticipent leurs objectifs" de neutralité carbone à "2040 ou 2045" au lieu de 2050.